

LE MARXISTE-LENINISTE

JOURNAL MAOISTE DE L'UCFML

GROUPE POUR LA FONDATION DE
L'UNION DES COMMUNISTES DE FRANCE MARXISTES-LÉNINISTES

MENSUEL

Février-Mars 1980

No 39

4 Francs

Renforcer la construction du Parti de la résistance populaire :

unité de chars soviétiques



manifestation du 1er décembre contre
les lois Bonnet-Stoléru

UNIQUE VOIE POUR INTERDIRE LA GUERRE QUE PREPARENT LES RUSSES ET LES AMERICAINS.

Sommaire

Editorial

2 points-clefs de notre politique: usines
et mouvements démocratiques.

Résistance ouvrière d'usine et question
du Parti: 2 exemples.

Libérons Bouaziz !

VIE DES ORGANISATIONS MAOISTES

C.P.A.C. antiraciste, Groupe FOUORE.

ÉTUDES MAOISTES

Sur les risques de guerre mondiale.

L'ART ET LA CULTURE

Le film: «L'école de Mai»; le romanopéra
«L'Écharpe Rouge».

L'INTERNATIONALISME PROLÉTARIEN

Afghanistan; Soutien à la résistance
Khmère; Tunisie; Sénégal; Corse.

Lille: contre les menées fascistes.

Charte des droits des immigrés,
pour la bataille contre les lois
Bonnet-Stoléru.

EDITORIAL

Il y a d'abord, évidemment, l'invasion de l'Afghanistan par le social-impérialisme russe. Nous proposons à nos lecteurs un article dossier sur ce pays. A la rubrique «Étude», nous commençons une série qui traitera systématiquement de la guerre mondiale. Non, la guerre n'est pas inévitable ! A condition que les peuples prennent la voie de l'indépendance nationale, et que les prolétariats prennent la voie de la politique de classe indépendante, du Parti de type nouveau. Lutter contre la guerre, et exister en politique contre les deux bourgeoisies, c'est une seule et même chose.

Étant donné la vigueur de la contre-poussée américaine et les cris chauvins et bellicistes qu'on entend outre-atlantique, nous redisons notre hostilité aux deux superpuissances. Contre la boucherie inter-impérialiste, les peuples doivent compter sur eux-mêmes.

La diplomatie tortueuse de l'impérialisme français ne vaut rien. Les paras et la flotte au Zaïre ou en Tunisie marchent avec la peureuse mollesse face aux Russes. Giscard encourage ainsi les deux superpuissances à la fois ! Ces gens se soucient du peuple comme d'une guigne. Leur seul but est de conserver leurs positions de pillage dans le tiers-monde, et le «consensus» syndical et parlementaire qui en est le résultat. Ils sont prêts à se vendre à n'importe qui. Depuis 1870, la capacité de trahison nationale des bourgeois français a fait merveille...

Quelqu'un qui se prépare publiquement à jouer les Pétain de la prochaine invasion, c'est G. Marchais. Le PCF joue la politique de la force. Je mens ouvertement, je vous crache à la gueule, je défends les pires horreurs, parce que j'ai des forces derrière moi. Ce n'est pas le bavardage «unitaire» de quelques intellectuels qui va m'impressionner !

Marchais ressort le mot «révolution». Quand un parti révisionniste emploie ce mot, posez-vous aussitôt trois questions :

- Jusqu'à quel point ce PC est-il capable, via les syndicats, de diviser et de paralyser la classe ouvrière ?
- Combien a-t-il rallié de colonels ? (c'était la bonne question au Portugal)
- Où en sont les Russes ?

Face à cette sinistre pression arrogante des nouveaux bourgeois bureaucrates, que nous analyserons en détail dans les prochains numéros, notre existence — celle de la politique indépendante, anti-révisionniste, maoïste — est cruciale. On en donne ici des aspects très divers, qui illustrent le caractère complet de notre vision des choses et de notre pratique.

- Un rapport politique fixe nos orientations sur les usines, et, dialectiquement, dans le mouvement démocratique. Développements étayés par un exemple (Châlon sur Saône) de grèves où se lit l'état politique de la classe ouvrière, et par la campagne pour la libération de Bouaziz.

- Le compte rendu d'interventions anti-PCF sur le Cambodge saisit l'articulation de l'internationalisme et des causes internes.

- Développements importants dans l'art : examen de deux œuvres situées dans le marxisme de notre temps.

De grandes séries seront, dans le prochain numéro, soit continuées (sur la guerre), soit amorcées (sur la question du Parti dans son histoire)

Outre la concentration des forces sur des cibles, outre la politique de Parti dans les usines, les quartiers, les foyers, la jeunesse, le sérieux de l'heure nous demande un vaste effort subjectif : théorie et propagande.

Les masses, c'est bien normal, peuvent sembler en attente. Les maoïstes n'attendent pas. C'est bien au contraire en ce moment que nous fourbissons dans tous les domaines nos armes les plus sûres, et les plus sûrement appelées à servir.

DEUX POINTS CLEFS DE NOTRE POLITIQUE: usines, mouvements démocratiques

Nous continuons ici l'examen de la situation politique d'ensemble, commencée dans le numéro précédent (ML 38). Nous avons caractérisé la période comme une période de résistance populaire. Nous avons analysé les politiques du gouvernement Giscard-Barre, et du PCF. Nous avons vu qu'une campagne politique contre le PCF était aujourd'hui nécessaire.

Dans sa forme initiale, ce rapport politique (1) examinait ensuite la situation sur le front de classe de l'unité français-immigrés. Les lecteurs du Marxiste-Léniniste connaissent bien cette question. Nous passons donc directement aux points suivants.

(1) Rapport présenté à la Commission politique centrale de l'U.C.F.M.L. en Novembre 1979.

1. QUELLE SITUATION DANS LES USINES ?

Le redéploiement du travail maoïste sur les usines est aujourd'hui nécessaire et possible. A terme, contre les licenciements, le chômage, l'abaissement du niveau de vie, et même contre le racisme, les usines deviendront l'enjeu principal de la politique dans le peuple.

De nombreux signes montrent que la situation de masse se transforme dans les usines. Il y a beaucoup de grèves, longues, et truffées d'incidents avec la police, ou la maîtrise. Les appels syndicaux de routine connaissent des succès qui témoignent d'un large esprit de révolte. Les séquestrations se multiplient, quelquefois malgré l'opposition des syndicats.

Au niveau d'ensemble, les révisionnistes du PCF et de la CGT contrôlent encore sans trop de mal ces mouvements. On a vu à Longwy, exemple que nous avons suivi de très près (2), que les actions «coup de poing» de la CFDT avaient finalement déblayé le terrain pour la dictature PCF dans l'usine, et dans la région. Il est bien certain que la «lutte dure» ne permet pas d'attaquer sérieusement les bourgeoisies.

Mais il n'y a pas que la situation d'ensemble. Le nouveau existe d'abord localement, surtout dans les usines, où tout se propage (le mauvais comme le bon) à partir d'exemples types. Nous devons être à l'affût. L'enquête doit dégager ce qui est en jeu aujourd'hui POUR L'AVANT-GARDE, dans toutes les situations de masse d'usine.

C'est clair qu'il faut pour cela un travail minutieux sur les causes internes.

Nous savons déjà que les formes de conscience évoluent. On a noté une curiosité nouvelle de jeunes ouvriers pour le débat idéologique et politique (y compris sur la Chine, sur la Révolution Culturelle...). Chez les ouvriers plus âgés, la révolte est très grande. Le bilan du PCF (36 etc...) est un angle d'attaque intéressant. Partout, la question de la guerre, du pétrole, de l'Iran, est une école de masse pour la politique.

Pour contrer ces phénomènes nouveaux, les bourgeoisies, en collusion complète, ont lancé un «gadget» parlementaire : les élections aux Prud'hommes. Il s'agit de reproduire, dans le syndicalisme, la passivité électorale, et la compétition des «grandes organisations». Au passage, on regonfle le syndicat de la vieille bourgeoisie (FO), ce qui donne de l'air au gouvernement.

Ces élections illustrent de façon frappante ce que nous avons toujours dit : syndicalisme et parlementarisme marchent ensemble. Ce sont les deux mamelles de la politique dans les sociétés impérialistes. Avec le parlement et les syndicats, la bourgeoisie espère rester noyau dirigeant de tout le peuple.

Mais la crise fera vite oublier ce carnaval de bulletins de votes.

C'est des masses qu'il faut partir.

2. QUELLES SONT NOS ARMES ?

Nous avons cinq armes principales pour mener à bien le travail d'avant-garde dans les usines :

1. UNE CIBLE POLITIQUE : dégager le ou les mots d'ordre principaux de la résistance ouvrière aux liquidations, fermetures, licenciements, mutations. Il s'agit si possible de suivre l'histoire des conflits, comme nous l'avons fait au début de la révolte des immigrés (72-73), pour systématiser à propos du chômage et de la crise un mot d'ordre de valeur permanente, un guide pour l'action, comme l'a été pendant cinq ans le mot d'ordre : «Français-Immigrés, égalité des droits !», avec son grand arrière d'analyse de la société impérialiste : le prolétariat international de France. Notre mot

(2) Cf articles dans les «Marxiste-Léniniste» No 36 et 37, et notre brochure: «LONGWY 1979: illusions et réalité de la lutte de classe ouvrière». (10 F port compris).

d'ordre contre le système de l'intérim, reste évidemment partiel.

2. UNE CIBLE ORGANISATIONNELLE : mener une politique de noyaux. Notre objectif est de structurer une avant-garde ouvrière maoïste. Tout doit être subordonné à cet objectif, qui est celui de l'UCFML dans son ensemble.

3. UNE IDEE NOUVELLE : celle de l'usine impérialiste. Nous y avons touché en 73-75, avec la révolte des OS contre l'organisation impérialiste du travail («à travail égal, salaire égal»). Mais ce n'est qu'un aspect des choses. Nous devons approfondir l'étude de l'usine impérialiste comme lieu social et politique nouveau.

Rien ne dispense, sur les usines, d'un suivi minutieux des causes internes. Il faut retrouver l'excellent style de travail des années 69-72, la ténacité, l'enquête, sous l'idée générale que la lutte des classes du prolétariat se mène contre l'usine impérialiste, et celle des deux bourgeoisies pour sa défense.

4. UNE ARME IDEOLOGIQUE : le marxisme. Le marxisme est dans l'usine impérialiste une chose nouvelle. Le PCF et la CGT réservent leur «marxisme» aux universitaires. Dans la classe ouvrière, il n'y a même pas de faux marxisme, de révisionnisme idéologique. Le débat d'avant-garde sur la doctrine peut et doit intéresser les ouvriers. C'est la logique des écoles ouvrières, qu'il faut absolument remettre en place là où elles ont été abandonnées.

5. DES ARRIERES : la politique révolutionnaire du peuple, dans son espace territorial. Elle est matérialisée par les CPAC. L'activité des CPAC, leur existence offensive, est un puissant levier pour édifier un noyau d'usine. Sans les CPAC, nous sommes encerclés. La forte logique fermée de l'usine impérialiste nous écrase. L'anarcho-syndicalisme menace. Pour tenir la politique de parti sur l'usine, il faut un CPAC sur le territoire qui l'entoure.

A travers tout cela, nous nous engageons dans une formulation nouvelle de l'anti-syndicalisme. Nous sommes à l'époque toute nouvelle de l'impuissance du syndicalisme. Il n'y a plus de miettes à redistribuer. Les choses se divisent (cf. la brochure Longwy) :

- Il y a d'abord l'attaque frontale contre la politique du PCF. C'est lui de plus en plus qui incarne le révisionnisme des nouveaux bourgeois sur l'usine. Le syndicalisme CGT reste en réserve.

- D'un autre côté, grande lutte idéologique avec la CFDT. Nous devons chercher le contact avec elle. Ce peut être un contact rude, une contradiction très violente. Ce peut être une lutte idéologique dans les masses. Ce peut être une discussion ouverte sur les divergences. Dans tous les cas, nous apprenons sur le mouvement réel.

3. LES MOUVEMENTS DEMOCRATIQUES

Dans les mouvements démocratiques aujourd'hui, le thème de la résistance est forcément dominant.

Pour être à l'avant-garde de tels mouvements, la difficulté est de s'appuyer sur L'IDEE DE CLASSE qui lui est intérieure. C'est de trouver le noyau positif de la résistance.

- CONTRE LE FASCISME ET LE RACISME, c'est le thème de l'unité français-immigrés. Dans toute société impérialiste, l'unité français-immigrés est la condition d'existence politique et démocratique du peuple. Nous avons suivi cette ligne, avec succès, contre des meetings fascistes, dans l'affaire Goldman, et bien entendu tout du long de notre soutien organisé des Permanences Anti-Expulsions.

- CONTRE LA REPRESSION DES MINORITES NATIONALES : tout se joue sur le lien entre la question nationale et l'identité populaire en termes de lutte de classe. C'est en travail pour la Bretagne, à travers la question paysanne. Le problème reste entier pour la Corse et pour le Pays Basque.

- **CONTRE LES EXTRADITIONS** : le problème est de trouver où est exactement la ligne de front. Le pur aspect «anti-répressif» ne fait pas force. La dénonciation générale de «l'espace judiciaire européen» ne fait pas, à elle seule, sortir de l'anti-répressif.

Ce qu'il faut, c'est maîtriser le lien entre l'antiétatisme et l'internationalisme. Pour cela, il est indispensable de développer notre idée de l'Europe des peuples. La connaissance de la situation populaire et politique dans les pays concernés. C'est ce qui a fait notre force sur le Portugal. Sous d'autres formes, le travail doit se faire pour l'Italie (il est engagé), l'Allemagne (nous avons une idée force : la question nationale, la réunification), l'Espagne (nous n'y connaissons rien), l'Irlande, les Pays de l'Est, au premier rang desquels la Pologne.

- **SUR LE MOUVEMENT DES FEMMES** : notre problématique vise à lier le thème de l'identité des femmes (conçue comme force, et dans son rapport avec les hommes) et la question de la politique de classe, du parti de type nouveau.

C'est un engagement d'avant-garde, car le «mouvement» est aplati dans le parlementarisme.

A chaque fois que la question se clarifie, ce qui suppose un engagement pratique, et aussi un effort théorique adéquat, les directives sont simples :

- Faire un tract, se porter dans le mouvement, appeler à des réunions ouvertes de bilan, à des pratiques nouvelles d'unité démocratique du peuple.

- En saisir les CPAC, qui doivent intervenir pour leur propre compte.



Les maoïstes dans la manifestation contre l'extradition de Piperno.

Résistance ouvrière d'usine et question du parti : 2 exemples.

17 jours de grève à Delle-Alsthom, 3 jours à Creusot-Loire, 8 jours à Finimétal, etc... L'automne des ouvriers de la région Chalonnaise, c'est déjà l'affirmation que la classe ouvrière n'est pas à genoux, que de larges fractions ouvrières entendent résister aux mesures de la bourgeoisie.

C'est aussi la révélation de l'état politique actuel de la classe ouvrière, en particulier des ouvriers français.

Enfin, par son engagement dans ces batailles, le Nouveau Ouvrier Maoïste approfondit sa connaissance interne de la classe ouvrière et doit maintenant formuler des directives précises pour organiser la lutte de classe dans les usines sur la base de sa pratique de son enquête.

RÉCIT DE DEUX GREVES EXEMPLAIRES.

1) A Creusot-Loire:

MERCREDI MATIN. Le Comité Central d'entreprise se réunit à Chalon, pour discuter des licenciements à la fonderie de Montchanin. On comprend que la direction générale ait eu peur de la colère des camarades de la fonderie. Il ne faudra pas s'étonner si des pseudos-délégués discutent un jour les licenciements de Chalon à Nantes !

Les CENTAINES d'ouvriers ayant répondu aux différents appels à débrayer, n'entendaient pas faire de la FIGURATION. Ils ont assiégé le CCE pour contraindre la direction à s'expliquer sur les licenciements et les très bas salaires.

Le P.D.G. fait une première diversion en demandant à voir en particulier les chefs syndicaux; MARCHANDANT la tranquillité du CCE contre la sortie des ouvriers du couloir. Là, les ouvriers ont CONTRAINT le P.D.G. à s'expliquer en public parce qu'«on a tous des oreilles» et «on est tous des délégués».

En 2 minutes, il répond: - non à la réembauche des jeunes de retour du service. - qu'il continuera le licenciement des vieux. - non aux augmentations de salaires.

Après quoi, il rejoint le CCE. Dans le couloir, cela chauffe de plus en plus, la volonté de les séquestrer se développe. La direction a peur et propose un marchandage aux syndicats qui acceptent: «si les ouvriers sortent, il y aura un CE à 15 h». Qu'allait-elle dire de plus que le matin ???

ECOEURÉS par la manoeuvre, des dizaines d'ouvriers quittent la grève et n'y reviendront plus; l'expérience leur a appris depuis longtemps où mène ce genre de réunion (grève de 75, 77).

Les syndicats avaient annoncé la couleur: «la direction générale doit se mettre à table». Ils ont gagné; à 13 heures elle est allée tranquillement au restaurant, grâce à eux !!!

MERCREDI APRES-MIDI. Le CE se tient à la Marque, les ouvriers sont interdits de couloir !!! L'ambiance n'est plus celle du matin; si la colère est forte, l'espoir de gagner s'éloigne. Au bout de 55 mn de palabres, les gré-

vistes interrompent le CE parcequ'ils en ont assez d'attendre. 55 mn pour s'entendre dire que L'EMPLOI NE SERA PAS GARANTI EN 1980; sacrée performance des négociateurs. Fallait-il s'attendre à autre chose ?

JEUDI MATIN. Assemblée générale a 150-200 (la moitié à peine que la veille).

-1) La CGT propose de couper le courant et d'organiser une grève tournante pour occuper la centrale électrique. Pendant que certains gardent la centrale, d'autres défilent dans les ateliers pour prévenir, afin qu'il n'y ait pas d'accident. Les machines s'arrêtent.

Aux 150 devant la centrale, le chef PC-CGT (élu municipal) propose: «arrêtons la grève 8 jours pour réfléchir». La manoeuvre ne marchant pas, il s'exclamera une heure après: «vous les défendez, les 3 ou 4 qui seront licenciés» !

La pagaille que cela provoque permet à la direction d'arriver.

A 12h30: 10 à 15 ouvriers gardent la centrale, les autres vont attendre le poste du soir pour couper à 13h. La direction en profite pour faire poser un cadenas par un huissier. (Les ouvriers trouvent une clé pour ouvrir le cadenas).

-2) A l'autre bout de l'usine, la CFDT déclare qu'il faut casser le cadenas mais que le premier qui y touche sera licencié !!! Pourquoi ce mensonge quand : le cadenas était ouvert - le matin, les grévistes protégeaient ceux qui ont pris la clé pour ouvrir la centrale.

Et la CGT-CFDT proposent l'occupation de l'usine avec piquet à la porte.

-3) Quel jeu jouent-ils ? Pourquoi montent-ils les enchères, alors:

- qu'ils ne voulaient pas couper la centrale
 - qu'il n'y avait pas de véritable piquet
 - qu'il y avait moitié moins de grévistes que mercredi
- Sinon pour désorienter tout le monde et GARDER LA MAIN sur la grève ?

VENDREDI MATIN. Après ces 2 trahisons, malgré la grande combativité, tout le monde reprend le travail et les syndicats appellent à élargir nationalement (pourquoi pas !!!). A Creusot-Loire, ils sont plus rapides qu'à Finimétal où ils ont mis 8 jours pour liquider le mouvement.

DANS CETTE GREVE :

-1) Les ouvriers montrent leur maturité politique, qu'ils ont tiré les leçons de leur expérience: si l'horizon est bouché, on se replie; on ne se lance pas dans une grève qui risque de se terminer en queue de poisson.

-2) Il s'agit d'une très grande usine, avec des ateliers dispersés où la question de la force se mesure aussi en nombre, à la capacité de prendre en main telle ou telle décision. Or, si les propositions maoïstes en Assemblée Générale ont une audience de masse, le nombre insuffisant d'ouvriers maoïstes ou d'ouvriers travaillant avec eux fait que l'application de ces propositions est difficile, passer sur le ventre des syndicats aussi.

2) A Delle-Alsthom: quelques épisodes importants des 17 jours de grève :

LE DÉBUT DE LA GREVE. Lundi 15 Octobre.

Au départ, il y a 2 problèmes séparés:

- le licenciement de V. délégué PC-CGT: peu d'ouvriers veulent débrayer pour le défendre. Son comportement n'est pas très apprécié par les ouvriers de l'usine. Nous avons dû intervenir plusieurs fois à contre-courant pour affirmer le principe de classe: il n'y a pas d'ouvrier indéfendable et si il y a des pratiques indéfendables dans la classe ouvrière, c'est aux ouvriers de les régler; les patrons n'ont pas à juger les ouvriers. La direction avait bien choisi sa cible, sûre de diviser et de créer un précédent.

- la révolte ouvrière contre l'usine étouffoir, la vie d'usine de pire en pire avec l'accroissement de la crise et les besoins de restructuration pour le nucléaire du groupe Als-

thom à Chalon. Révolte qui donne son caractère de masse à la grève mais qui n'est pas formulée en objectifs politiques précis. Révolte forte de jeunes ouvriers français déqualifiés, soumis à une très grande division, à un encadrement de chefaiillons, à une augmentation de productivité avec en prime de très bas salaires.

La direction choisit d'emblée l'épreuve de force: huis-sier, appel à enfoncer le piquet de grève au haut-parleur, ouverture des portes, coups...

LES RASSEMBLEMENTS DEVANT L'USINE: mercredi 17 et jeudi 18 Octobre.

- fuite en avant de la CGT: pour évacuer le cas encombrant de V., le refus de la direction de négocier, la CGT organise une opération sur une cible bidon: la chambre patronale. Si la direction ne voulait rien savoir à l'usine, ce n'est sûrement pas là-bas qu'elle céderait !

- le PCF-CGT montre sa curieuse conception de la démocratie: insultes contre des gens venus soutenir les ouvriers de Delle, interdiction de parole aux ouvriers maoïstes le mercredi 16 et le lendemain, renvoi chez eux des ouvriers d'autres usines venus à la manifestation CGT car le patron avait dit: «je reçois les délégués si les étrangers à l'usine s'en vont».

A partir de là, la CGT prend la tête de la grève, avec son programme DEFENDANT LA HIERARCHIE (augmentation en % et en points, 13ème mois hiérarchisé). Il y a moins de monde à la porte et les congés maladie commencent.

UNE INITIATIVE OUVRIERE le 24 Octobre.

Syndicat-direction-maîtrise-non-grévistes discutailaient de la grève dans une salle à St Cosme. Il y a une grande colère des ouvriers grévistes face à ces combines. Les ouvriers se rassemblent devant la salle pour exiger des explications et faire cesser ces manoeuvres. La CGT sort vite de la salle, entraîne tout le monde au milieu de la cour, n'explique pas ce qui s'est dit à la réunion et démobilise.

LA JOURNÉE CGT DU 30 Octobre ET LA LIQUIDATION DE LA GREVE.

La grève s'effrite. Dans ces conditions de grève, il n'y avait pas d'autres choix que continuer comme cela ou reprendre le travail. Mais sans débat sur: continuer comment et reprendre comment ? Alors, après l'opération publicitaire à Paris le 30 Octobre, la CGT liquide la grève le lendemain en 2 minutes.

DANS CETTE GREVE :

-1) Une révolte déterminée, un grand coup de colère. Et il fallait que ce soit sacrément déterminé pour tenir 17 jours dans ces conditions, pour battre la semelle 17 jours sur le trottoir devant l'usine. Caractéristiques bien classiques de nombreuses grèves actuelles et qui traduit la difficulté de la classe ouvrière pour trouver sa voie.

-2) D'IMPORTANTES FAIBLESSES.

Objectifs et organisation de la grève ne sont pas débattues. La CGT impose son programme et sa façon de mener la grève; elle se nourrit de la faiblesse politique des ouvriers. Et quand un ouvrier dit en Assemblée Générale à la CGT: «vous nous avez amené dans un bateau percé», c'est du réchauffé parce que cela fait des années que ce bateau là est percé et beaucoup le savent.

Ils savent aussi que prendre une autre voie, c'est s'engager dans une lutte sans merci contre l'impérialisme; ils n'y sont pas prêts.

TROIS REMARQUES D'ENSEMBLE SUR CES GREVES.

1) VOLONTÉ DE RÉSISTER A L'ÉCRASEMENT POLITIQUE DE LA CLASSE OUVRIERE.

Ces coups de colères sont d'abord les produits de la situation sinistre faite aux ouvriers dans les usines. Dans ces lieux, la bourgeoisie veut faire disparaître toute trace de dignité ouvrière: il faut produire n'importe quoi (des centrales nucléaires contre le peuple par exemple) avec l'armada de chefs sur le dos, l'infinie division des ouvriers et la corruption généralisée. On étouffe là-dedans.

Ces grèves, ces révoltes, c'est l'affirmation qu'on est pas à genoux. Il n'y a vraiment plus que les arriérés syndicalistes pour «défendre l'usine», «l'outil de travail», «le bon ouvrier». Il faut s'appuyer fermement sur cette volonté de résister et en trouver le fil conducteur, le mot d'ordre qui sera capable d'unifier, de rassembler cette énergie.

II) ABSENCE D'UN PROGRAMME DE CLASSE.

Dans la majorité de ces grèves, le programme reste syndicaliste: 13ème mois hiérarchisé, augmentations en % ou en points, pas un mot sur les intérimaires ou ouvriers sous contrat, etc...

Pourtant, tout débat avec les ouvriers montre la volonté de masse d'objectifs de classe, d'un programme d'unité ouvrière. Là aussi, il n'y a que le petit chef syndicaliste pour affirmer sérieusement: «le cadre a fait des études, il doit avoir plus» et «il faut qu'ils viennent avec les ouvriers». Autrement dit, le patron achète les cadres et la maîtrise avec les salaires, les privilèges, la CGT fait pareil en se servant des luttes ouvrières.

En réalité, l'existence d'authentiques objectifs de classe est liée à l'existence d'une force prolétarienne capable de concentrer les aspirations ouvrières, d'en tirer toute la puissance.

III) L'INTERVENTION MAOISTE.

Cette volonté de résister, le débat ouvrier sur ce qu'on veut, sur la façon d'organiser la lutte implique un engagement total des maoïstes.

On sait très bien que dans les moments critiques d'une lutte (surtout au début) il y a des orientations, des décisions importantes à prendre. Dans l'état actuel de la classe ouvrière, c'est le syndicat qui a la parole. A ces moments où on tranche, c'est celui qui a un point de vue constitué, unifié qui l'emporte. S'appuyer jusqu'au bout sur la volonté de résistance, c'est pour les maoïstes assumer leur rôle de force révolutionnaire organisée: prendre

la parole pour briser le carcan syndical, faire des propositions concrètes pour libérer le débat de masse.

A partir du moment où les maoïstes sont capables de sortir un tract interne à une grève, leur tâche est d'organiser le débat sur ce tract sinon on ne mène qu'une partie de l'enquête, on n'enclenche pas directement de processus de transformation et le syndicat demeure la seule force organisée de fait.

EXEMPLE A DELLE: Dans cette usine, l'intervention des maoïstes a toujours été difficile du fait de l'embrigadement derrière le PCF-CGT. Pendant ces 17 jours de grève, le noyau a pu enquêter facilement, sans problèmes. Cette enquête a permis de sortir plusieurs tracts mais cela n'a pas débloqué la situation, faute d'organisation d'assemblée générale à notre initiative.

RASSEMBLONS LES VOLONTÉS DE RÉSISTANCE. METTONS EN PLACE UN SOLIDE DISPOSITIF RÉVOLUTIONNAIRE DANS LES USINES: LA CHARTE EN x POINTS.

Un premier résultat du travail de discussion et d'enquête du Noyau Ouvrier Maoïste sur la résistance ouvrière se concentre dans la charte en x points (x car le travail d'élaboration n'en est pas achevé) proposée par le Noyau et en élaboration actuelle avec des ouvriers révolutionnaires.

Cette charte est possible parce que le Noyau a une politique dans les usines et est organisé pour connaître les questions, les situations.

Cette charte est nécessaire pour structurer un dispositif complet de résistance ouvrière autour du noyau avec comme base des pratiques de classe réelles dans les usines.

Dans le prochain No du «ML», nous présenterons la charte en x points et les nouvelles questions qu'elle soulève.

LIBERONS BOUAZIZ !

Le Marxiste-Léniniste a relaté dans ses deux derniers numéros comment Mohamed Bouaziz, le principal délégué du foyer AFRP du Port de Gennevilliers, en grève des loyers, avait été arrêté le 27 septembre, sur une plainte déposée contre lui à l'initiative de la CGT, pour détournement des fonds de la caisse de grève ; pure et simple délation qui ne s'appuie sur aucune preuve.

Dès le 28 septembre, l'UCFML distribuait un tract à Gennevilliers et appelait à une première manifestation dans la ville, le 29 septembre au soir. Le 13 octobre, à l'appel des organisations membres du collectif pour l'unité français-immigrés (OCFML, UCFML, CPAC, Groupe Foudre, Permanences Anti-Expulsions) une seconde manifestation se déroulait à Gennevilliers.

Puis, lors de la manifestation du 1^{er} décembre fut lancé et largement repris le mot d'ordre : «Libération de Bouaziz, délégué du foyer de Gennevilliers, livré par la CGT !»

Il fallait amplifier ces premières initiatives : car l'emprisonnement de Bouaziz est un fait politique nouveau et grave. Il faut libérer Bouaziz ! C'est pour cela que les organisations du collectif ont pris la décision, à la suite de la manifestation du 1^{er} décembre, d'appeler à la constitution d'un «comité pour la libération de Bouaziz» : c'est l'une des batailles à mener et à gagner aujourd'hui pour renforcer le camp de l'unité français-immigrés.

A BATAILLE NOUVELLE, ATTAQUE PLUS DURE !

Pourquoi Bouaziz a-t-il été arrêté ? Pourquoi depuis 4 mois, le juge le maintient en prison et refuse deux fois sa mise en liberté provisoire par des prétextes formels ?

Le juge déclare qu'une fois en liberté, Bouaziz pourrait s'en aller avec les fonds, ou faire pression sur les témoins ; mais c'est le juge lui-même qui a séquestré l'argent de la caisse de grève ; et pendant que Bouaziz est en prison, il constitue, lui, tous les témoignages qu'il veut contre lui.

L'emprisonnement de Bouaziz tient du racket, de la prise d'otage par l'Etat d'un délégué.

C'est un emprisonnement clairement politique qui vise à briser la logique de la révolte au Port, à la désorganiser pour un temps.

Mais quelle était cette révolte qu'il fallait briser ? La grève du foyer AFRP, c'est sûr : les deux vagues d'expulsions que les résidents de ce foyer avaient dû supporter pendant l'été, s'étaient révélées sans efficacité : ils avaient été relogés par des camarades dans le foyer, et la grève continuait (Lors de la deuxième vague, en août, les flics embarquèrent Bouaziz et une militante maoïste qui surveillaient les abords du foyer, afin qu'ils n'aillent pas prévenir les résidents de l'imminence des expulsions. Ils les promenèrent en car de po-

lice à travers la ville pendant tout le temps qu'ils procédaient aux expulsions !)

Il y a aussi dans la cité du port de Gennevilliers une unité nouvelle entre le foyer et la cité, sans doute une perspective d'avenir pour tout le mouvement des foyers actuellement en difficulté ; elle fixe, en effet une cible plus large, directement populaire, pour le camp de l'unité français-immigrés, contre la politique de ségrégation, d'enfermement d'une partie du peuple, par la construction de ghettos.

Le nombre de ces cités s'est multiplié dans les dernières années, spécialement dans toutes les municipalités PCF de la banlieue parisienne et dans celles des grandes villes. La révolte y a grandi aussi vite qu'elles, parce que les conditions de vie y sont insupportables : elles permettent que se commettent au grand jour et en toute impunité les attentats racistes les plus odieux (rapelons-nous le meurtre d'Amar Chenkouk, tué par 2 individus qui attendaient froidement au volant de leur voiture qu'un immigré sorte du foyer SNPR — ce foyer se trouve également à Gennevilliers, en plein milieu des terrains vagues de la nouvelle zone industrielle). Elles sont aussi le lieu privilégié des descentes et des ratonnades de flics contre les jeunes immigrés.

La cité du Port de Gennevilliers est de ce type : 2 foyers, plus une dizaine de bâtiments pour familles (près de 1000 enfants), coincée et surplombée par des autoroutes : pas un bus, pas un commerçant. Pour aller au centre ville, il faut marcher 20 minutes au moins.

Bouaziz s'est toujours soucie de rompre l'isolement de sa cité, de faire l'unité entre le foyer et la cité : il abritait les jeunes dans le foyer quand ils étaient pourchassés par les flics à travers la cité. Il s'est constamment battu pour obtenir le bus jusqu'à la cité : cette revendication fut ajoutée dès le début de la grève par les résidents de ce foyer, à leur plateforme commune à tous les foyers en grève. Et après l'assassinat d'Amar Chenkouk, une délégation d'habitants de son foyer et de la cité du Port se rendit voir le maire Lanternier, toujours pour réclamer le prolongement du bus.

Alors, on comprend le fait même de la plainte. Contre cette nouvelle bataille, contre cette unité nouvelle, contre Bouaziz, les ennemis se sont ligués. Ils ont agi dans cette affaire en collusion absolue. La plainte du résident de la CGT, c'est directement un acte de flic au milieu des grévistes, l'acte qui ouvrait la porte au commissaire, pour livrer Bouaziz au Procureur, au juge, c'est-à-dire à l'Etat.

C'est que le PCF qui, avec son sinistre «seuil de tolérance», cherche à n'importe quel prix à chasser les immigrés de ses municipalités, est un ennemi tout aussi acharné que la Préfecture, les sociétés gestionnaires de foyers et de cités (AFRP, Sonacotra, Cétrafa...) à briser l'organisation autonome des résidents des foyers, la révolte des habitants contre les cités - ghettos.

A n'importe quel prix ! Fût-ce à se conduire en véritables gangsters politiques : pour casser une grève on enlève, on enferme purement et simplement son délégué, on rançonne les grévistes en mettant la main sur la caisse de grève !

Nous ne pouvons tolérer ni la sauvage répression anti-immigrés de l'Etat, ni sa volonté d'interdire à terme tout mouvement populaire. Nous ne pouvons pas non plus admettre que la CGT applique de l'intérieur du mouvement la politique raciste et antipopulaire du PCF et travaille alors en collusion étroite avec la police.

POUR LIBÉRER BOUAZIZ, UN COMITÉ

Il est indispensable qu'une mobilisation large et active se développe ; il faut informer partout, interpeler, faire venir l'affaire en première page des journaux. C'est à cette seule condition que nous gagnerons.

Nous avons l'expérience de la campagne victorieuse menée pour la libération de Gildas le Coent, ce paysan breton qui, en septembre 77, avait été enfermé dans un

hôpital psychiatrique parce qu'il s'opposait au vol de ses terres par le remembrement autoritaire. Il fut libéré parce que dans toute la France, des milliers de gens ont signé des pétitions, témoigné de leur indignation, manifesté.

Il y a, bien sûr, une bataille juridique à mener. Sur ce terrain, l'affaire se révèle bien pour une machination et de plus au regard du droit lui-même bien aberrante. Quand la justice tente de réduire une révolte politique en une affaire de droit commun, alors, elle doit forcer l'usage qu'elle fait habituellement des catégories du droit commun. Ainsi Bouaziz est accusé «d'abus de confiance», non par ceux qui lui ont fait confiance, les résidents, mais par le parquet, c'est-à-dire l'Etat, qui reprend seul à son compte cette accusation, faute d'en trouver une autre — le résident qui a porté plainte s'est immédiatement retiré dans l'ombre et ne s'est même pas constitué partie civile ! Et bien plus : c'est la justice qui s'est maintenant saisie des loyers déposés par les grévistes à leur comité de résidents, et il y a bien peu de chances qu'ils les récupèrent un jour. Alors, qui abuse qui ?

Il faut mettre à jour ces contradictions juridiques, mener bataille pour limiter l'application des vieilles catégories du droit, empêcher qu'elles ne soient utilisées contre les révoltes populaires qui leur sont radicalement hétérogènes.

Mais la bataille juridique n'est qu'une pièce particulière dans tout le dispositif politique : nous n'aurons de force contre le camp des ennemis que s'il existe un large courant d'opinion en faveur de Bouaziz qui fonde ses convictions sur la vérité politique de son emprisonnement, dénonce la mascarade judiciaire, et lui cause plus de trouble à garder Bouaziz en prison, qu'à le libérer.

Pour cela, un «Comité pour la libération de Bouaziz» est nécessaire : c'est le lieu où peuvent se rassembler les nombreuses personnes choquées, révoltées, qui souhaitent prendre position contre de tels refus de justice ; c'est là que se disent et se répercutent toutes les indignations avec la force d'un courant unique.

La première réunion du «Comité pour la libération de Bouaziz» s'est tenue à Paris le 12 janvier 1980, après une campagne menée pendant quelques semaines par les organisations du collectif pour l'unité français-immigrés.

LES DÉBUTS DU COMITÉ POUR LA LIBÉRATION DE BOUAZIZ

A cette réunion, une soixantaine de personnes étaient présentes, des personnes ralliées par les tracts distribués ou les communiqués de Libération, et des militants des organisations appelantes.

Un premier temps d'unification a porté sur l'importance politique de l'affaire, sur sa particularité : ce n'est pas un cas de répression parmi les autres, mais une attaque contre de nouvelles révoltes contre les cités ghettos, mettant en jeu une place particulière du PCF et de la CGT en collusion ouverte avec l'Etat et Stoléro, nécessitant de nouvelles méthodes (emprisonnement sur simple délation, racket...).

Puis le comité a fixé ses tâches et commencé à les mettre en œuvre.

Constitution d'un matériel de propagande, d'abord : un texte de pétition, support indispensable pour comptabiliser la grandeur du camp favorable à Bouaziz, et aussi moment de vérité de ceux qui refusent de signer ! A ceux qui veulent mieux expliquer leurs positions (préciser pourquoi ils signent la pétition ou formuler autrement pourquoi ils veulent la libération de Bouaziz), le comité propose d'écrire leur propre prise de position qui sera adjointe à la brochure-dossier. La pétition sera si possible publiée ; en tout cas une pièce importante au dossier de Bouaziz. Une affiche. Une brochure rassemblant tous les documents significatifs : coupures de presse, tracts, photos, une interview de Bouaziz lui-même faite au printemps par un groupe de

cinéastes du CRAC (Collectif de Réalisation Audiovisuelle et Cinématographique). La brochure est ouverte ; on pourra y inclure, par exemple, des témoignages sur d'autres cités ghettos. Le comité a décidé de soutenir le projet des cinéastes du CRAC de réaliser sur la base de l'interview de Bouaziz qu'ils ont déjà, un court métrage montrant ce qu'est cette cité et les prises de position qu'elles suscite.

LIBERONS BOUAZIZ !

BOUAZIZ, OUVRIER ALGERIEN EN PRISON
DEPUIS SEPTEMBRE 79 SUR DENONCIATION
CALOMNIEUSE de l'UL-CGT GENNEVILLIERS

POURQUOI ?



**IL EST DELEGUE DU FOYER DU PORT ET MEMBRE DU
COMITE DE COORDINATION**

**IL PARTICIPAIT A GENNEVILLIERS A UNE NOUVELLE UNITE
CITE-FOYER CONTRE LES GHETTOS RACISTES DE LA
MUNICIPALITE**

SON EMPRISONNEMENT EST POLITIQUE
POUR CASSER UNE GREVE, ON ENFERME PUREMENT ET SIMPLEMENT SON DIRIGEANT
ET ON SE SAISIT DE LA CAISSE DE GREVE !

IL FAUT LE FAIRE SORTIR DE PRISON !
IL Y A DEJA EU DES MANIFESTATIONS POUR LE FAIRE LIBERER

travaillez avec le comite pour sa liberation
POUR FAIRE CONNAITRE CETTE AFFAIRE GRAVE
POUR ORGANISER UN MOUVEMENT D'OPINION EN SA FAVEUR

signez la petition TEMOIGNEZ DE VOTRE INOIGNATION

REUNION TOUS LES SAMEDI A 14 H 30 A L'AGECA, 177 RUE DE CHARONNE (20^e)

**COMITE
POUR LA LIBERATION
DE BOUAZIZ**

La brochure-dossier «LIBERONS M. BOUAZIZ» contient tous les éléments de cette affaire. On peut la commander à l'adresse du journal («Le Marxiste-Léniniste» B.P. 278 - 75827 Paris Cedex 17) en joignant 6 Francs (Port compris). On peut également prendre contact avec le Comité pour la libération de M. Bouaziz à cette adresse.

Fort de cela, le comité s'est fixé d'intervenir dans toutes les réunions, rassemblements, manifestations qui se dérouleront ; d'interpeler un grand nombre d'organisations, de groupements, et de personnalités, en les invitant à signer la pétition, à prendre publiquement position pour la libération de Bouaziz.

Le comité prévoit dorénavant et déjà ses propres apparitions publiques, une conférence de presse qui aura lieu le samedi 16 février, à l'AGECA (177 rue de Charonne). Il commence ses interventions dans les marchés, les facultés.

Enfin, même si la bataille juridique est subordonnée à la force du camp politique, il importe de la suivre ; le comité a formé une commission juridique qui se tient au courant des échéances et précise quelles initiatives le comité pourra prendre qui servent Bouaziz aussi sur ce terrain.

Tels sont les premiers objectifs du Comité. Il faut le renforcer, le rejoindre et travailler en contact avec lui.

Les organisations qui le soutiennent vont continuer leur propre travail pour le faire libérer en s'appuyant aussi sur les initiatives du comité : le groupe Foudre va inclure la pétition à son travail auprès des artistes contre les lois racistes. Les CPAC font leur propre matériel de propagande articulant cette bataille à leur travail en cours pour organiser le peuple anticapitaliste dans les cités. L'UCFML doit développer son travail auprès des foyers pour faire jouer à cette bataille un rôle de levier dans l'étape en cours de la lutte d'ensemble des foyers. Nous appelons toutes les organisations à venir travailler avec le comité et s'emparer des initiatives qu'il leur propose.

Vous pouvez venir à ses réunions : tous les samedis, à 14 heures 30, à l'AGECA ; faire signer sa pétition, diffuser sa brochure, ses affiches et projeter le film dès qu'il sera prêt, en écrivant : librairie «le Soleil d'encre», 6 place du marché Sainte-Catherine (P. 4^{ème}), (tél : 272-42-94), le ML - BP 278- 75827 Paris Cédex 17.

Ecrire aussi pour proposer toutes interventions que vous jugerez intéressantes.

Enfin, vous pouvez envoyer des lettres, des colis à Bouaziz afin de lui dire qu'il y a de plus en plus de gens avec lui ; c'est un élément important pour l'informer du courant d'opinion en sa faveur et pour rompre son isolement, comme il nous l'a dit lui-même dans plusieurs lettres chaleureuses qui ont été lues dans les réunions du comité (M. Bouaziz 87167 - D3 cellule M3/23, 7 avenue des Peupliers - 91 705 - Fleury-Mérogis Sainte Geneviève des Bois).

LA PÉTITION POUR LA LIBERATION DE M. BOUAZIZ.

Nous, soussignés, nous élevons contre l'emprisonnement de Mohamed Bouaziz.

Depuis plusieurs mois, Bouaziz en prison parce qu'une plainte de soi-disant détournement des fonds de la caisse de grève a été déposée contre lui, à l'initiative de l'Union Locale CGT de Gennevilliers, sans qu'aucune preuve n'ait été apportée, sur simple délation donc.

En réalité, Bouaziz a été arrêté parce qu'il était, dans son foyer, le dirigeant de la grève des loyers, et, à ce titre, membre et défenseur du Comité de Coordination des foyers en lutte ; et parce qu'il s'élevait avec les habitants de sa cité contre la volonté de la municipalité de Gennevilliers d'isoler complètement, à l'écart de la ville, dans des ghettos, en particulier les immigrés.

Cet emprisonnement est politique.

Nous exigeons la libération immédiate de Mohamed Bouaziz.

Nous dénonçons cette méthode qui, pour casser une grève, consiste à «enlever» purement et simplement son dirigeant, et à se saisir des fonds de la caisse de grève.

C'est une atteinte insupportable au droit de grève. C'est une atteinte insupportable au droit des gens à se défendre.

L'UCFML et les PAE dirigent en ce moment à Lille une vaste contre-offensive anti-fasciste. Un dangereux assortiment de barbouzes tunisiennes, de gens du PFN et, sans doute, de gens des RG, essaie depuis deux mois de terroriser les anti-racistes.

La riposte est en bonne voie. Voici un des derniers tracts de l'UCFML.

contre les menées fascistes, en fac et ailleurs, contre le racisme : RESISTANCE !

Mardi 15 janvier : un membre éminent du PFN, P. Gauchon, intervient à la télé au titre d'«historien anti-marxiste» pour défendre la dictature sanguinaire de Pinochet.

Mercredi 16 janvier : un commando du PFN tente de distribuer, à Lille III, le tract : «Assez de dictature. Non à la tutelle des syndicats marxistes !»

Jeudi 17 janvier : dans la presse locale, le PFN lance une déclaration de guerre contre la «terreur rouge» à l'université.

Ni ce langage, ni ces pratiques ne sont nouveaux. Les fascistes n'ont jamais été regardants sur l'usage de l'épithète «marxiste». La réalité, c'est — «marxisme» ou pas «marxisme» — qu'ils frappent partout où vit, même à l'état embryonnaire, quelque chose de progressiste. En témoignent, entre autres : l'attaque armée à Lille III en 78, le saccage de la librairie des femmes, celui de Radio-campus, les provocations et agressions lors de la manifestation de juin 79 pour l'avortement et la contraception, etc...

Pendant, ne prendre en compte que cet aspect ancien et répété, c'est s'aveugler sur un aspect essentiel du fascisme d'aujourd'hui : son lien étroit avec le racisme.

Rappelons quelques faits récents :

- provocations et agressions racistes sur le marché de Wazemmes.
- tract PFN du 8 décembre appelant au lynchage de deux antiracistes, à l'expulsion d'un progressiste tunisien.
- saccage, par le GUD, des bureaux de deux enseignants anti-racistes.
- assignations à comparaître le 31 janvier, devant le tribunal correctionnel de Lille, adressées à 10 immigrés et antiracistes, l'avocat des plaignants étant connu pour s'être présenté aux élections sur la liste de Tixier-Vignancourt...

Dans tous les cas, ce sont des antiracistes résolus qui sont visés : militants des Permanences AntiExpulsions, enseignants, étudiants ... Et tout cela s'inscrit dans une conjoncture bien précise : celle du développement du racisme d'Etat, des lois Barre-Bonnet-Stoléro.

Pourquoi y a-t-il collusion entre les fascistes et l'Etat ?

Aujourd'hui, la politique antipopulaire de l'Etat s'appuie principalement sur le racisme. Dans une situation de crise — et, pour beaucoup, de désarroi — ce racisme :
- s'alimente à une certaine interprétation de la conjoncture mondiale («les arabes font monter le prix de l'essence», «fanatisme islamique» en Iran ...)

- se matérialise dans les lois Barre-Bonnet-Stoléro, lois et projets d'apartheid, de rafle, d'expulsion et d'internement, ainsi que dans toutes les pratiques policières de terreur qui leur sont liées et les excèdent.

- vise à écraser la composante immigrée du prolétariat et du peuple, pour empêcher que se constitue, dans l'unité français-immigrés, la seule force véritablement antagonique à l'Etat impérialiste. Il s'en prend donc aux plus vulnérables (les immigrés ne jouissent pas des mêmes droits politiques que les français), mais qui sont en même temps les plus susceptibles de révolte et d'organisation de la révolte, parce que les plus opprimés — comme en témoigne le grand mouvement des foyers Sonacotra qui a représenté, ces 5 dernières années, l'unique force de résistance autonome du peuple.

Pour l'Etat, il s'agit de se donner les moyens d'expulser qui il veut, et de remplacer ceux qui font obsta-

cle à sa politique par des immigrés nouveaux (venus, par exemple, de l'ancienne Indochine), plus dociles, et auxquels il fera en sorte de ne pas laisser le temps de s'organiser (méthode du renouvellement des cartes de séjour et de travail), tout en créant, pour ceux qui resteraient, une situation d'insécurité renforcée, de terreur, qui les contraignent au silence — et, avec eux, les antiracistes qui luttent à leurs côtés dans l'unité français-immigrés.

Quant aux fascistes, ils ont toujours visé à écraser toute force de résistance au sein du peuple, d'où qu'elle vienne, mais ils trouvent aujourd'hui dans le racisme un terrain de prédilection, à la fois idéologique (cf. les théories racistes et élitistes de la «Nouvelle Droite»), et politique, sur lequel ils espèrent bien rallier une fraction de la population, la période étant propice au développement du racisme civil (cafés racistes, agressions, tortures et assassinats d'immigrés ...)

Il y a donc convergence, et collusion, entre l'Etat et les fascistes : Les fascistes trouvent dans le racisme d'Etat un terrain favorable à leurs menées criminelles. Et l'Etat trouve en eux le moyen de renforcer sa politique raciste.

De cette collusion, le procès du 31 janvier contre des antiracistes fournit une preuve particulièrement éclatante, puisqu'il résulte manifestement d'une machination mise sur pied par les fascistes du PFN (travaillant la main dans la main avec le barbouze tunisien Daldoul) et certains éléments de la justice et de la police.

Plus que jamais, nous disons : LE FRONT DU FASCISME, C'EST LE FRONT DU RACISME !

Face à une telle collusion, faut-il baisser les bras ?

La force (relative) des fascistes, c'est l'appui de l'Etat, c'est l'impunité dont ils bénéficient. Leur faiblesse, c'est qu'ils ne sont pas capables d'organiser autour d'eux un camp populaire. Ils n'agissent que par petites bandes isolées et sont amenés à reculer quand ils rencontrent, en face d'eux, une force de résistance de masse. Le 15 janvier, la résolution des étudiants de Lille III les a empêchés de diffuser leur tract.

Ne nous y trompons pas. Quand un large mouvement étudiant est décidé à ne pas passer ses examens dans une Université raciste, et s'en donne les moyens, ils parlent d'atteinte intolérable aux libertés. Ils se réclament par contre de la «liberté d'expression» pour diffuser un tract appelant à constituer sur la fac une section du GUD, de ce GUD qui fait régner à la tristement célèbre faculté d'Assas une terreur armée quotidienne, et dont la dernière action d'éclat a été, à Lille I et Lille III, le saccage des bureaux de deux enseignants.

Ne soyons pas défaitistes. Manifestons et organisons partout la résistance sur le terrain !

C'est ce que nous, maoïstes de l'UCFML, faisons quotidiennement. Et ce n'est pas un hasard si le PFN réclame à grands cris la mise hors la loi de l'UCFML, se livre à des intimidations et provocations répétées contre ses militants, et barbouille les murs de l'université de graffitis antimaoïstes : l'UCFML, présente depuis sa création sur le front du racisme, qui a soutenu et soutient le Comité de Coordination des foyers Sonacotra, qui s'investit dans les Permanences Anti-Expulsions, mène contre les fascistes-racistes d'aujourd'hui un combat résolu.

**REJOIGNEZ L'UCFML DANS LA LUTTE
ANTI-RACISTE ET ANTI-FASCISTE !**

LA VIE DES ORGANISATIONS MAOISTES

NON, STOLÉRU, TOUS LES FRANÇAIS NE SONT PAS RACISTES !

Ce titre est celui de la brochure que le C.P.A.C. de Paris-Sud vient de publier. Ce n'est ni une déclaration de principe, ni une évidence éternelle et à toute épreuve.

Novembre 1978: c'est le moment où Stoléru lance sa propagande raciste (semaine du dialogue) dans le but de faire passer dans les faits le non-renouvellement des cartes de séjour de 10 ans pour les travailleurs algériens. Pour nous, C.P.A.C., savoir ce que c'est réellement pour le peuple d'être anti-raciste, est un objectif décisif pour construire l'unité du peuple.

Les lois racistes du gouvernement, c'est une situation nouvelle. Comment l'ensemble du peuple (les jeunes, la génération qui a vécu la guerre d'Algérie, les immigrés..) vont-ils se défendre par rapport à cette offensive ? Quels sont leurs arrières ? Où vont-ils concentrer leurs forces pour s'opposer à cette politique raciste ? Autant de questions, autant de réponses nécessaires pour que le C.P.A.C. puisse faire son travail: faire une force politique qui soit capable de défendre constamment et sur toutes questions nouvelles les intérêts du peuple dans son ensemble et en comptant sur ses propres forces.

Alors, pour atteindre cet objectif, nous décidons d'ouvrir une campagne de témoignages autour des points qu'il nous semble décisifs de débattre pour mieux cerner qui sont les authentiques anti-racistes à l'heure des lois Stoléru :

- les idées spontanées sur «qu'est-ce que l'antiracisme».
- quelle conscience les antiracistes ont-ils de leur propre histoire ?
- quels sont les rapports des anti-racistes à l'histoire du racisme et de l'anti-racisme ?
- quels intérêts voient-ils à être anti-raciste ?
- sont-ils pour la naturalisation ou pour l'égalité des droits ?

Notre questionnaire n'est pas seulement venu de l'idée «il faut dénoncer l'attaque de l'Etat», mais aussi de l'étude du journal de l'U.C.F.M.L.: nous avons vu à travers plusieurs articles qu'il fallait faire progresser la conscience des gens sur l'importance et la force politique que représente pour tout le peuple l'unité français-immigrés, qu'il fallait créer les conditions nouvelles pour combattre les idées fausses sur «d'où vient le racisme ? ».

A notre avis, il fallait parler longtemps, écrire avec les gens, travailler avec eux le message de leur témoignage, chercher à saisir le maillon, la logique qui parfois

les rend prisonniers de ces idées fausses. Il fallait leur redonner confiance en eux-mêmes, en un peuple qui n'accepte pas le racisme et qui le combat jusqu'au bout.

Nous avons autre chose à proposer à ceux qui voulaient aller plus loin que le témoignage. A travers la pratique de témoignage, certains ont compris qu'il fallait s'engager à leur manière, avec nous, dans ce que nous appelons le front de classe des immigrés. C'est-à-dire être là, prêts et disposé à répondre à toute attaque fasciste, raciste et impérialiste contre les immigrés.

C'est au travers de ces pratiques que les gens ont pu comprendre notre point de vue : nous disons que quand l'Etat attaque c'est qu'il veut écraser une force étrangère à lui et dangereuse pour lui; nous disons qu'il faut alors être dans la bataille avec la force du peuple contre l'Etat. C'est bien la raison pour laquelle nous avons appelé les gens à soutenir les foyers en grève.

Au C.P.A.C., nous voulons non seulement, comme les Permanences Anti-Expulsions, que les anti-racistes existent, mais que le peuple existe et s'organise. C'est pour cela que nous sommes maoïstes. Nous voulons non seulement être des anti-racistes, mais également des anti-capitalistes. Nous voulons que le peuple ait de l'ambition, se constitue et ait conscience de lui comme une force capable de transformer le monde et non comme une masse de miséreux, d'exploités, d'opprimés, de revanchards, d'impuisants, de corps sans têtes. Que nous soyons français ET immigrés, c'est une richesse pour nous et non un malheur comme le présente le P.C.F. dans ses municipalités.

Certes, nous ne devons pas avoir «plus gros yeux que gros ventre». Il faut se tenir au plus près de ce qu'est réellement la force du peuple, son originalité, sa réelle autonomie, afin de la faire grandir et non de la décourager. C'est pour cela que nous existons. Nous avons confiance dans le peuple et nous avons confiance en nous pour chercher tous les moyens de soutenir, de diriger, même si c'est dur, l'existence propre du peuple.

Un des garants de notre force, de notre audace, c'est de continuellement se plonger dans la vie réelle du peuple, d'y rechercher tout ce qui lui donne sa vitalité, et de se plonger dans l'histoire des peuples grâce au marxisme-léninisme - grâce à notre appartenance au pôle maoïste - pour participer à la construction d'un Parti de type nouveau.

« NON STOLÉRU, TOUS LES FRANÇAIS NE SONT PAS RACISTES ! »
Brochure du C.P.A.C. Paris-Sud. Disponible à la librairie «Le soleil d'encre»
(Place du marché Sainte-Catherine - 75 004 Paris). Ou à commander au
«Marxiste-Léniniste» BP 278 - 75827 Paris Cedex 17 (5 F port compris).

UNE INTERVENTION DU GROUPE Foudre.

Comme tout le pôle maoïste, le groupe Foudre avait critiqué et attaqué l'intervention des paras de Giscard contre les émeutes anti-coloniales du Shaba (cf. le ML n. 27/28)

Le groupe Foudre ne pouvait laisser passer la célébration cinématographique des brigandages français en Afrique.

Il est allé dire ce qu'il en pensait, le sa-

medi 26 janvier, dans une salle du quartier latin où l'on projetait le sinistre navet tricolore et colonialiste «La légion saute sur Kolwezi».

Tract explicatif, interventions sonores, sortie en masse ... Peut-être un certain manque de cohésion face à une salle carrément fascisante ?

On fera encore mieux la prochaine fois.

La presse a dit son mot :

● « *La Légion saute sur Kolwezi* » : projection perturbée. -- Plusieurs jeunes gens ont perturbé, samedi soir 26 janvier, la projection du film de Raoul Coutard *La Légion saute sur Kolwezi*, donnée au cinéma U.G.C.-Danton, 99, boulevard Saint-Germain, à Paris (6^e).

Les manifestants, disant appartenir au groupe Foudre, « groupe maoïste d'intervention dans l'art et la culture », ont distribué des tracts et exprimé bruyamment

leur désapprobation à l'égard d'un film considéré comme « une opération politique giscardienne destinée à justifier les interventions militaires françaises en Afrique » et comme « faisant l'apologie de la légion étrangère ».

Une courte échauffourée opposa, par la suite, manifestants et policiers à la sortie du cinéma. Sept personnes ont été interpellées par la police, puis relâchées quelques heures plus tard, après vérification d'identité.

« Foudre » A FRAPPE

La légion sur Kolwezi interrompue samedi 26 janvier au cinéma UGC-Danton. Cette « apologie de la Légion et de la politique giscardienne en Afrique » a été l'objet des foudres de « Foudre », groupe maoïste d'intervention dans l'art et la culture.

Le Monde 29/1/80

Libé 30 /1/80

ETUDES MAOISTES

Sur les risques de guerre mondiale.

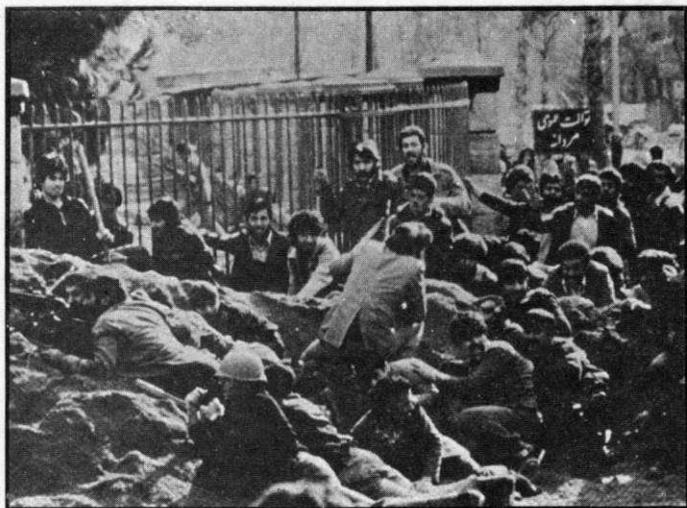
La question de la guerre mondiale, dont les maoïstes parlaient depuis plusieurs années devient aujourd'hui une question centrale, largement débattue. Pourquoi ?

LES CONTRADICTIONS MONDIALES.

La situation mondiale se tend avec l'évolution de la situation interne en Iran, avec surtout l'intervention soviétique en Afghanistan. Depuis le milieu des années 70, la lutte des peuples du Tiers-monde pour leur indépendance contraint l'impérialisme U.S. à reculer. L'année écoulée a été marquée de ce point de vue par les tempêtes révolutionnaires d'indépendance nationale en Iran et au Nicaragua, forçant les Etats-Unis au repli. Ainsi, la leçon des victoires révolutionnaires de 1975 (Phnom Penh, Saïgon) a fait son chemin parmi les peuples du monde (leçon ineffaçable malgré la nouvelle situation créée en Asie du Sud-Est aux lendemains de ces victoires par l'agression Vietnamienne contre le Kampuchéa): un peuple, même petit, peut, en comptant sur ses propres forces chasser un impérialisme et conquérir son indépendance.

On sait qu'aujourd'hui l'indépendance véritable suppose d'être capable de combattre (en même temps ou successivement) les 2 superpuissances, de savoir empêcher l'U.R.S.S. de rentrer par la porte de derrière quand on a chassé les U.S.A. par la porte de devant (ou l'inverse par exemple en Egypte et en Somalie). Cette question est dans la pratique toute nouvelle pour les peuples du monde et ils l'abordent dans des conditions particulièrement difficiles, dans des conditions où se cherche la nouvelle étape victorieuse de la révolution vers le communisme en bilan de la première révolution culturelle, dans des conditions où le prolétariat est aujourd'hui en grande partie désorganisé, ses positions ayant été disloquées de l'intérieur par la poussée de la nouvelle bourgeoisie.

La guerre de résistance du peuple du Kampuchéa qui est aujourd'hui prise en compte par tous et dont il est clair qu'elle sera longue et sinieuse a cela comme enjeu fondamental: les peuples sauront-ils imposer par la force leur propre logique d'indépendance contre le social-impérialisme comme ils l'ont fait contre l'impérialisme U.S. ?



Iran: les peuples se dressent contre l'impérialisme U.S. et ses sanglants fantoches.

Cette question cruciale a comme enjeu la révolution donc aussi la paix, c'est-à-dire la possibilité de conjurer la guerre: les U.S.A. sont contraints de reculer devant les peuples dressés, non devant les russes. Si les peuples disparaissent pendant un temps comme terme politique autonome, le moment viendra où russes et américains se retrouveront face à face. La guerre mondiale sera alors imminente. Nous n'en sommes pas là. La situation interne en Iran, l'évolution de la lutte des classes y pose cependant avec acuité cette question: quelle révolution faire qui soit la base d'une indépendance nationale réelle? La question du bilan de la période 75-78 au Kampuchéa travaille particulièrement sur ce point et les impérialismes tentent de déssaisir les peuples du monde de ce bilan.

La toute dernière période a été marquée par l'invasion de l'Afghanistan par le social-impérialisme. Pour la 1ère fois en dehors des pays de l'Est, l'U.R.S.S. prend directement en main des tâches précédemment dévolues à ses relais cubains ou vietnamiens. Cette agression, véritable fuite en avant devant les risques d'effondrement de ses fantoches, traduit les difficultés de l'U.R.S.S. de maîtriser la situation hors l'expansion militaire: la domination sociale-impérialiste implique dans son déploiement de forcer l'Histoire par la guerre.

On entre ainsi dans une phase où les facteurs de guerre se seront accumulés à un tel niveau que des accélérations pourront s'y produire hors de toute maîtrise par les gouvernements respectifs.

La maîtrise des risques de guerre passe aujourd'hui non par le sang-froid de quelques chefs d'Etat mais par la capacité politique des peuples de tenir leur indépendance et forger leurs propres forces contre les deux impérialismes. C'est la grave question posée aujourd'hui au peuple Afghan.

ET CHEZ NOUS ?

En France, il faut saisir cette question de la guerre mondiale du point de vue des causes internes.

* En premier lieu, la conscience de masse associe toujours à juste titre les risques de guerre à des causes internes: extension de la crise et du chômage

pourrissement parlementaire
interventions françaises en Afrique pour préserver les chasses gardées de surprofits
tentations politiques militaristes et autarciques.

* Giscard a commencé de parler de cette question, fondamentalement pour des raisons politiques internes, pour tenter d'élargir autour de lui le consensus libéral.

Sur le fond, sur les risques réels de guerre et la politique de l'impérialisme français, certains débats agitent la bourgeoisie au pouvoir, mais leur orientation commune est

de n'en pas saisir le peuple, de lui cacher la situation. L'ancienne bourgeoisie d'une part ne trouve de force militaire face aux russes que dans l'adossement à l'impérialisme U.S. et d'autre part a comme orientation confirmée d'utiliser le peuple comme otage d'une guerre nucléaire. Pour elle, elle a tout à perdre à ouvrir un débat sur les risques réels de guerre, sur leurs assignations politiques concrètes. Ouvrir ce débat serait poser la question de l'impérialisme et ouvrir aussi la question d'une véritable protection du peuple contre les risques nucléaires et de son organisation pour être à même de mener une guerre défensive de résistance prolongée.

* La nouvelle bourgeoisie par contre développe désormais une activité considérable sur le terrain international. N'étant pas, comme la nouvelle bourgeoisie révisionniste Italienne ou Espagnole, limitée par sa participation directe aux tentatives de consolidation d'un Etat parlementaire et syndical, le P.C.F. peut jouer plus loin sa rivalité avec l'ancienne bourgeoisie; il affirme la cohésion et la force mondiale de son projet, adossé ouvertement à la superpuissance russe et à ses forces militaires: c'est pour cela qu'il fait campagne pour l'intervention russe en Afghanistan comme il le fait pour la colonisation Vietnamiennne au Kampuchéa. Le P.C.F. tente également de prendre la tête d'un nouveau courant Tiers-mondiste en s'appuyant sur les questions renouvelés dans nos métropoles impérialistes à propos des forces aujourd'hui du tiers-monde. Le P.C.F. fait campagne pour un nouvel ordre international où la France reconquiert son «rayonnement national», pour une nouvelle «coopération», bref pour le droit d'aller néo-coloniser les pays et mettre en place des bureaucrates fantoches sous couvert d'apporter à des paysans illétrés et moyen-âgeux la culture scientifique et la révolution technique.

Le P.C.F. a surtout, pour la première fois organisé une manifestation pour soutenir le politique russe sur les questions de défense européenne sous couvert d'attaquer les positions U.S. Jouant sur la logique obscurantiste de la terreur («Non à la mort nucléaire !»), sur le chauvinisme anti-boche («pas de fusées aux allemands !»), le P.C.F. prépare le terrain aux positions capitulationnistes, appelle à l'ouverture de «négociations» immédiates et propose la signature d'un traité avec l'U.R.S.S. à l'heure ou l'«amitié» russe se mesure en nombre de divisions dont elle vous fait cadeau à domicile! Le P.C.F. voudrait-il faire de la France l'Italie de la 3ème guerre mondiale? Le P.C.F. pour le moment monte les enchères pour accentuer la division de la France en 2 camps, pour laminer les possibilités du peuple et du prolétariat de forger leur autonomie, pour préparer ainsi les conditions de son renforcement ultérieur dans une décennie qui s'annonce chargée de troubles.

NOTRE POSITION - UNE SÉRIE D'ÉTUDES.

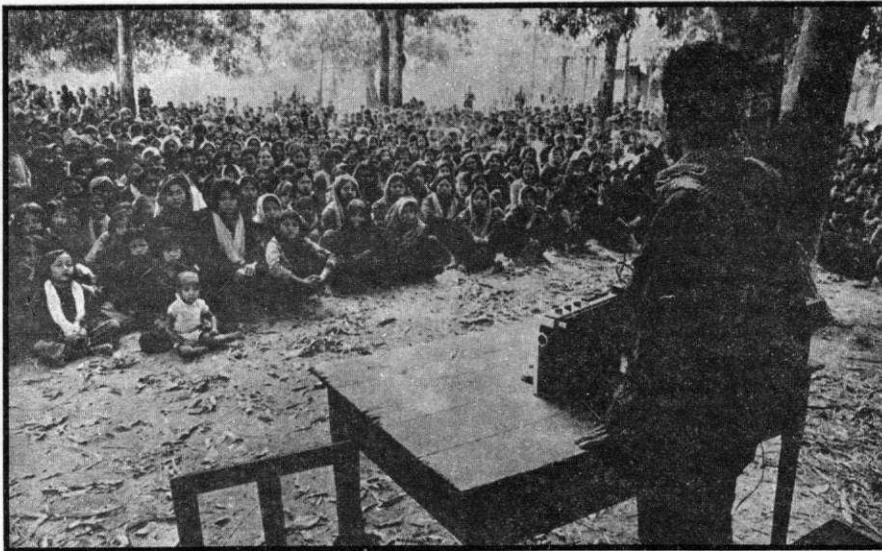
Quelle est notre position? Quelles sont nos tâches dans une telle conjoncture?

Nous ouvrons dans le «Marxiste-Léniniste» une série d'articles qui visent à étudier ces questions. Nous devons capitaliser l'expérience passée des révolutionnaires marxistes face aux différents type de guerre, et en particulier les tâches du prolétariat face à 2 sortes de guerre mondiale: la guerre interimpérialiste (type 1ère guerre) où les marxistes doivent la transformer en guerre civile révolutionnaire, la guerre mondiale anti-fasciste (type 2ème guerre mondiale) où le prolétariat doit prendre la tête d'une guerre anti-fasciste de libération nationale. Nous étudierons les aspects nucléaires des problèmes militaires d'aujourd'hui (négociations SALT, armes atomiques en Europe...). Nous concluons sur les tâches du prolétariat et des maoïstes dans la période qui s'ouvre.

LA GUERRE EST-ELLE IMMINENTE ?

Donnons ici quelques premières indications et examinons la question du degré d'avancement des risques de guerre. La 3ème guerre est-elle déjà inévitable? Est-elle imminente? Sinon, à quelles conditions peut-on l'éviter?

Nous sommes conscients de longue date des risques de guerre et ceci a conduit nos orientations politiques très



KAMPUCHÉA : une
assemblée dans
les zones libérées.

exactement depuis l'Angola et l'instrumentation par le social-impérialisme des divisions internes à cette guerre de libération.

Nous avons toujours dit que jusqu'à la réalisation éventuelle d'une invasion étrangère, l'antagonisme de classe réel en France restera celui contre les 2 bourgeoisies françaises, que c'était là le seul ressort de la politique de classe en France.

Comment déployer aujourd'hui la politique d'avant-garde dans cet antagonisme en y incluant la question de la montée des risques de guerre ?

Il s'agit là de problèmes difficiles: la politique du prolétariat doit se déployer dans un espace qui n'est pas le sien. Il s'agit de problèmes subjectivement complexes: les basculements d'opinion sont toujours très brutaux lorsque la réalité objective impose sa rigueur et que les positions de classe sont molles. Le P.C.M.L. avec son identité fondamentale néo-révisionniste est un exemple frappant de vase aux changements de pas pour le moins heurtés: d'un front uni contre la fascisation à l'alliance avec la bourgeoisie nationale et les groupuscules fascistes pour la défense nationale contre le social-impérialisme pour aboutir aujourd'hui à être le paillason du P.C.F.

Il s'agit là de positions urgentes. Il y a une course de vitesse dans le monde entre guerre et Révolution. En France, la «course» se donne particulièrement dans la question du Parti de type nouveau: le prolétariat aura-t-il construit avec le peuple une autonomie politique contre les 2 bourgeoisies avant la guerre et contre elle ? Bien sûr, toute guerre aboutit à accélérer la Révolution mais l'autonomie conquise avant est précisément ce qui peut éviter un tel chemin.

LA GUERRE EST-ELLE INÉVITABLE ?

La 3ème guerre mondiale est encore évitable à notre sens.

Certes, l'impérialisme porte la guerre comme résultat de la loi de son développement inégal, comme le capitalisme porte les crises économiques, «comme la marée porte l'orage».

L'impérialisme c'est aussi une forme particulière de guerre: la guerre mondiale car il n'y a plus d'espace dans le monde qui échappe à ses ambitions, car lorsque 2 impérialismes se font la guerre, ils mettent en jeu des forces mondiales qui excèdent leurs seuls pays et peuples.

En ce sens très général, la guerre est inévitable tant que durera l'impérialisme. Et d'ailleurs, depuis 30 ans, quel continent a pu vivre en paix ? Cela ne suffit pas cependant à certifier que la 3ème guerre mondiale est inévitable, car la révolution n'a pas encore perdu sa course de vitesse. Même si depuis plusieurs années il y a une tendance générale au recul des forces révolutionnaires, la nouvelle période, à la mesure précisément de l'offensive contre-révolutionnaire, déploie de nouvelles potentialités pour le redéveloppement des forces révolutionnaires. Sauront-elles conquérir

de nouvelles positions politiques d'autonomie face aux 2 bourgeoisies, d'indépendance face aux 2 superpuissances ? Telle est la question-clé.

La guerre de résistance du peuple Khmer occupe à ce titre une position charnière que l'on peut rapprocher de celle du peuple Espagnol en 1936 puisque la victoire du fascisme en Espagne scella le caractère inéluctable de la seconde guerre mondiale, caractère inscrit autant dans les faiblesses politiques du camp populaire espagnol que dans celles des prolétariats en Europe (en France dans le syndicalisme du Front Populaire). A ce titre, l'avenir ne se joue pas qu'au Kampuchéa. Pour enrayer la guerre, il se joue:

- dans les pays où LA GUERRE SE MENE EFFECTIVEMENT. C'est là que le Kampuchéa est en première ligne.
- dans les pays de l'Est, dans les pays où prend racine l'expansion social-impérialiste. Le prolétariat y est certes disloqué mais il n'a pas été exactement écrasé frontalement comme il le fut avant la contre-révolution fasciste. Saura-t-il utiliser les difficultés actuelles des hégémonistes à faire régner leur domination extérieure, leurs limites à généraliser la guerre tant qu'ils rencontrent des peuples indépendants et non l'impérialisme U.S., saura-t-il enrayer l'expansion militariste en prenant appui sur les souffrances que cette expansion impose déjà aux peuples Russe, Vietnamiens et Cubains ?

Voilà les 2 facteurs principaux que l'impérialisme n'a pu encore régler et qui rendent la 3ème guerre évitable. Ces points nous engagent. Ils engagent notre soutien aux guerres de résistance, aux révoltes anti-social-fascistes. Ils engagent l'urgence de nos tâches pour édifier contre l'impérialisme français un Parti de type nouveau et un camp populaire autonome, prenant dès maintenant en compte une politique anti-guerre mondiale.

DEUX REMARQUES :

-1) L'avenir de la lutte des classes en Chine est très important mais il n'engage pas directement le caractère évitable ou non d'une 3ème guerre. Il engage plutôt les conditions dans laquelle se jouerait la question de la victoire ou de la défaite si une telle guerre se déclençait. Rappelons qu'Hitler a été vaincu par l'U.R.S.S. et que le grand tournant de la 2ème guerre mondiale (discerné dès l'époque par Mao Tsé Toung) en a été fin 1942 la victoire de l'armée rouge soviétique à Stalingrad.

-2) Le caractère imminent d'une 3ème guerre devenue précédemment inévitable serait à référer à 2 autres points alternatifs :

- si Etats-Unis et U.R.S.S. se retrouvaient face à face, les premiers contraints de reculer sans intermédiaire.
- si l'Europe était désormais immédiatement l'enjeu central, ce qui irait nécessairement de pair avec de très fortes tensions internes dont le P.C.F. tenterait de faire son affaire pour son propre compte. La situation n'est pas bien sûr celle-ci aujourd'hui.

ART ET CULTURE

Le film: «L'ÉCOLE DE MAI»

Le film «L'ÉCOLE DE MAI» est maintenant prêt à circuler.

Il s'agit d'un film de bilan sur la période Mai 68-Mars 78, organisé autour du texte d'une école politique faite au Groupe FOUORE par l'U.C.F.M.L. Les principales questions traitées sont: Mai-Juin 68; la Gauche Prolétarienne; les grandes caractéristiques de la société impérialiste; le pôle maoïste.

Bien qu'il s'agisse d'un film sur l'Histoire - ou plutôt sur la politique dans l'histoire - il ne comporte aucun documents d'époque. L'image réalise une sorte de mouvement propre dans la ville (Paris), saisie à partir de ses lieux politiques (Barbès, Renault, marchés...), ou en fonction de la logique artistique.

Il ne s'agit ni d'une illustration du texte, ni d'un reportage. La dialectique forme/sens est toute nouvelle: «L'École de Mai» est un film qui tente de tirer le bilan de dix années de cinéma militant, et de sortir des impasses où l'a conduit l'évacuation des problèmes formels.

Nous attirons l'attention des camarades sur le fait qu'il s'agit là du premier film maoïste français, et que c'est à la fois un précieux outil de propagande et de débat politique, et une oeuvre artistique au plein sens du terme. Il est donc souhaitable d'en organiser rapidement des projections-débats.

Le réalisateur peut accompagner son film. En tout état de cause, il souhaite avoir un compte-rendu des débats, ou si possible un enregistrement.

Le prix de location du film a été fixé à 300 Francs. Le film est en 16mm, noir et blanc, SON MAGNETIQUE (veiller à ce que le projecteur soit convenablement équipé).

écrire au Groupe FOUORE - B.P. 75 463 Paris Cedex 10.

CE QU'ON VOIT:

On voit Paris, Paris d'en haut, d'en bas, en fixe ou en travelling. On voit les lieux où Mai 68 a passé. On voit la Sorbonne, Jussieu, la rue Gay-Lussac, le boulevard St-Michel. On voit les usines Renault à Billancourt et à Flins, Citroën quai de Javel, l'Assemblée Nationale, la Défense, le lieu de l'enterrement de Pierre Overney, la Gare de l'Est, les immeubles des syndicats et autres bourses du travail. On voit le siège du P.C.F., place Colonel Fabien. On voit beaucoup d'eau, le canal St-Martin, des chantiers et des ouvriers du bâtiment. On voit les rues, principalement vides, dans de longs mouvements en avant. On voit des pavés tranquillement à leur place. On voit aussi des gens, des passants occasionnels qui vaquent à leurs affaires. Et des militants. Des gens comme nous qui «font le marché» le dimanche, qui parlent aux masses, qui tiennent des réunions, qui manifestent.

CE QU'ON ENTEND:

On entend une voix. C'est une voix riche, subtile et ample, expressive. Cette voix nous décrit les luttes de Mai et les résistances, les trahisons et les compromis de Juin. Elle nous explique le rôle qu'a joué le P.C.F., comment l'histoire des journées de Mai l'a définitivement démasqué comme étant du côté de la bourgeoisie, n'ayant rien à faire avec une quelconque politique du peuple, antagonique à une telle politique. La voix nous décrit les retombées de la période d'après Mai, la floraison des luttes sociales diverses, l'activité, la mort et le bilan de la Gauche Prolétarienne, l'existence politique en France d'un prolétariat international et l'activité d'un maoïsme, celui-là destiné à résister et à croître, dans sa ligne, ses multiples interventions et formes d'organisation: celui de l'U.C.F.M.L. et du pôle maoïste.

UN SE DIVISE EN DEUX

Un film se fait d'une bande image, d'une bande son et du rapport entre les deux.

Ici, le mouvement des deux est en développement et tension continue. Cette tension entre image et son se déploie selon plusieurs axes.

* Il y a d'abord TENSION ENTRE LE PASSE ET LE PRESENT. On entend parler d'événements historiques violents, des événements des dix dernières années racontés chronologiquement, intercalés d'éléments de bilan et d'analyse. Les images montrent Paris et ses environs aujourd'hui. Aucune image qui ne soit rigoureusement tirée du présent. La voix, elle aussi, parle du point de vue d'aujourd'hui, même quand elle raconte le passé. La dynamique du film est d'injecter le passé dans le présent et de nous pousser en avant vers l'avenir.

* Il y a TENSION ENTRE LE PLEIN ET LE VIDE. On entend parler de Mai 68, des manifestations et des batailles qui ont engagé des milliers de personnes. Les rues et les immeubles que l'on voit sont vides, calmes - aujourd'hui. Petit à petit, vers la fin du film, l'image se peuple. Des gens au marché, au meeting des C.P.A.C., à la manifestation du 16 Juin ou du 1er Juillet à Garges. Le mouvement du film est VERS le remplissage du vide, comme il est vers le présent depuis le passé, comme il est vers le mouvement rapide à partir du mouvement lent.

* Il y a TENSION ENTRE L'UN ET LE MULTIPLE. Une voix parle. Une voix parle de l'expérience de dizaines de milliers de personnes. Une voix parle du bilan et de la réflexion accumulée de centaines de maoïstes passés et présents. La voix est porteuse de la force politique des masses, tout comme l'image du cinéaste, seul derrière sa caméra, est porteuse de la multiplicité du parti, de la subjectivité collective de classe d'où nous tirons le bilan de notre passé pour diriger la pratique présente et l'action future.

* Finalement, il y a TENSION ENTRE LE DOCUMENTAIRE ET LA POESIE. Il a été dit de ce film qu'il n'est pas une «école» ou un cours, qu'il fait éclater le cadre limité qui a été le prétexte à son enregistrement et à sa réalisation. De fait, il ne s'agit pas d'un éclatement mais d'un débordement. Il est vrai que son et image ont valeur de documents, de témoignages sur des événements historiques et des lieux géographiques qui sont ou ont été réels. Mais en même temps, il y a un mouvement de débordement du son et de l'image VERS la poésie. La voix nous parle avec un vocabulaire riche et sensible qui n'a pas comme seule fonction l'évocation des faits ou des éléments de bilan. De même, la bande image est truffée de références qui n'ont de sens que proprement poétique comme si pour orienter le cours d'eau de la révolution, de l'histoire, nous construisions le chantier de la politique du peuple qu'est le pôle maoïste.

LES CONDITIONS HISTORIQUES QUI ONT RENDU POSSIBLE CE FILM.

Ce film n'est pas un bilan des dix années 68-78 du seul point de vue politique. C'est aussi un élément pour

un bilan cinématographique. Car le cinéma politique en France dans cette période a été dominé par l'utilisation parfois mal réfléchi ou irréfléchi du cinéma direct dévoué à des films de «popularisation des luttes» - films qui répondaient parfaitement au mouvement ouvrier, encore largement anarcho-sindicaliste des années 69-72.

Le problème pour nous cinéastes est de trouver un cinéma adéquat au développement de la politique marxiste dans lequel nous sommes engagés aujourd'hui. «C'est un film provocateur» disait un camarade ouvrier après une projection. C'est vrai. A la fois pour mieux diviser le public et engager le débat politique. A la fois pour mieux trancher, faire rupture avec le cinéma militant de reportage d'extrême-gauche. Nous devons ramener la réflexion et le marxisme sur nos écrans. Wenders et Straub existent. Le débat sur le cinéma, sur la politique n'est pas ce qu'il était il y a 10 ans. Projetons ce film. Discutons-en. Avançons dans la politique et la culture d'aujourd'hui !

Douglas GOLDMAN.

Le romanopéra : « L'ÉCHARPE ROUGE »

Ce livre figure ensemble, ramassés dans le même jour, les façons de l'immédiat après-mai (note 1) et le déploiement fictif à venir de la politique marxiste, du Parti de type nouveau: masses structurées dans le débat politique contre le révisionnisme et dans la guerre populaire (2). Il est entre nos mains, ce livre, somme et sommation, déclarant où nous nous tenons, et où il faut se tenir, et qu'il s'agit de notre début. Il déclare cette vérité au moment où il convient d'en être véritablement assuré, contre qui voudrait plutôt nous peindre - et nous acculer à nous voir nous-mêmes - comme les derniers des Mohicans.

Alors que nous nous tenons, nous tous, au seuil d'une sorte «d'époque des forêts» (3).

COMMENT EXISTER AUJOURD'HUI ?

Comment ne pas renoncer à fonder sa propre histoire, à exister, soi, son oeuvre, ou dans l'amour d'un autre ? Comment s'inscrire, sinon dans le monde ?

«L'Écharpe rouge» ne fait ni démonstration, ni promesse, que le rapport qu'on entretient avec la politique - le Parti -, qu'on soit ou non militant, puisse être le chemin du déploiement de soi. On nous dit seulement que, sauf à chercher la case où se cacher de la vie, où se faire une vie restreinte, il est obligatoire, par les temps qui courent, de se définir dans un rapport à tous, c'est-à-dire dans l'histoire, si l'on prétend, soi, avoir un sens.

Et de même pour l'ambition d'un amour, qui ne peut se passer de l'histoire, et du rapport à tous comme espace, comme obstacle, pour que soit, aussi, supporté ce qu'il en advient.

Le Parti, donc, comme élément général d'existence pour tous. Référent omniprésent et divisible pour être, durablement, «un parmi tous» (4), car cela exige que «tous» soient dans l'élément de leur histoire, que cette histoire ne soit pas aveugle, mais que soient dits son état et son projet, ses cibles de l'heure.

Sinon, il n'y a, de loin en loin, que le «vrai corps dressé» (5), grève ou révolte, soulèvement où l'on se hisse certes à la hauteur des «frères de l'immense histoire» (6), ceux d'avant ou d'ailleurs, mais sans rien cumuler pour vaincre, et passer outre.

«L'Écharpe rouge» de A. Badiou (Maspéro) Peut être commandé à l'adresse du journal (35F port compris).



LA POÉSIE DU PUR PRÉSENT.

Contre le Parti, seul chemin des masses aux masses, seul ras-bord temporel du monde, seul gain pour la révolte, se dresse, solitaire, le personnage d'Alban :

«Bruissement sybillin des feux de vigne vierge !
Aboiement du chien tiède des brouillards !» (7)

Plaidant l'instant, le moi dans ses limites, l'unique odeur de ce qui est, «Alban l'insulaire», comme il se nomme, est ici la poésie, le pur exil poétique, présence essentielle de l'immédiat des choses, absence radicale de la vie.

S'il faut lui donner une existence sociale, on ne trouve guère que Chardavoine, l'homme de la courte philosophie du désir, le paumé flegmatique, qui est à l'exigence poétique ce que le savant Brunborion, homme du marxisme académique, est à la révolution (8).

Mais Claire, au début partisane exemplaire, et qui sermonnait «celui qui s'imagine être soi» (p. 54) ? Voici qu'il apparaît qu'elle aussi cherchait «l'unique, et la droiture du feu» (p. 209). Elle aussi objecte au Parti qu'il n'offre nul monde transparent, où fusionner discipline et rébellion. Et la voilà à la fin, telle un Alban, qui «s'absente du cours des choses» (p. 237).

SIMON ET LE PARTI.

Le frère de Claire, par elle introduit dans la politique, se promène circonspect et ménageant ses détours, craignant, dit-il, que la révolution n'épuise la sève du monde (9) si, comme le dit l'ouvrier, le but est de voir « toute chose réfractée selon notre nudité essentielle et notre conception productive » (p. 20). Peut-être cligne-t-il de l'oeil, ce prudent Simon, vers les zones libérées où commande Rachel, vers une sorte de Chine pacifiée d'après la révolution culturelle, décrite avec minutie et clarté, dans un lent débat populaire où règne l'oeil actif du paysan (chapitre: « La société civile de la dictature du prolétariat » p. 92). Et sans doute se demande-t-il s'il n'y a pas là un appauvrissement majeur.

C'est qu'il n'y a pas l'ombre d'une promesse unifiante que puisse faire le Parti à l'individu. Pour l'heure, le communisme n'existe pas plus que le pur espace poétique. Le Parti, qui justement donne accès au « monde entier et tout ce qu'il contient » (p. 20), qui concentre, d'une étape à l'autre, le point de vue de l'avant-garde, ne risque pas de le faire oublier.

L'Écharpe rouge nous présente le Parti comme moyen de plonger au coeur des choses, d'être confronté parmi les autres aux contradictions du temps. De ce fait, il est instrument du déploiement de soi, mais de ce fait aussi il bloque toute échappée hors du réel, qu'il résume et renvoie compact, toute évasion vers les mirages d'un communisme personnel.

Outre que le Parti est lui-même aussi un objet, plutôt complexe, et encombrant, pas transparent le moins du monde, et dont le Président pas à pas représente et tient le principe, non les ficelles (10).

UNE GÉOGRAPHIE.

Notre époque est celle des masses, de l'entrée en scène des milliards de gens du Tiers-monde. S'intégrer à l'époque des masses, cela a été tenté, en son temps, sous la forme du Tiers-mondisme: rejoindre physiquement les luttes de libération nationale, jusqu'au point où, pour fuir la ténacité grisaille historique d'une petite société impérialiste, on cherchait une guérilla bien moins enracinée encore que celle que représente, dans l'Écharpe rouge, le castriste vaincu: Raoul Vestral (11). Aujourd'hui encore, la question peut nous être posée d'une Histoire qui se ferait ailleurs, avec ses millions d'acteurs (Cambodge, Iran...), et de nous chevillés ici à des forces embryonnaires et incertaines.

Ceci commande la géographie de l'Écharpe rouge: le Pays dont on nous parle, c'est quelque chose comme l'Europe entière et un morceau de l'Afrique. C'est à la fois, dit le Président, « le peuple prolétaire sous son harnais de gestes rivetés, de fers fondus et de puanteurs d'ammoniaque » et « (les) terres tièdes et le limon piqueté et (...) la forêt contenue, anneau passé au mufle de la bête » (p. 34).

Temps d'une dialectique comme jamais avant entre l'universel de la pensée - c'est du communisme qu'il s'agit, au sein du peuple - et la couleur ici ou là des choses. D'où peut-être l'art nouveau que requiert ce temps, et pour cet art, un autre rôle, également neuf.

LA QUESTION DES LIEUX.

Dans l'Écharpe rouge, chaque figure est aussi celle d'un lieu. Même Antoine, qui se veut l'incarnation du professionnel révolutionnaire des temps précédents (12), est obligé de se prévaloir d'un lieu :

« L'appel auquel je réponds est celui de la vieille Europe.

Oui ! Je n'ai de joie véritable qu'en la vieille Europe ! » (p. 13).

Il regrette seulement que ce lieu ne soit plus celui de tous les lieux. Cette mince fissure le fera finir seigneur de la guerre, un seigneur de guerre d'aujourd'hui: révisionniste.

Car la révolution chinoise avait déjà ruiné l'image fallacieuse du globe-trotter de l'insurrection, style IIIème internationale.

Au temps de la Révolution Culturelle, c'est le prolétariat lui-même qui se retrouve sans figure, sans poids ni corps spécifique, n'ayant de définition que dans son rapport au mouvement de masse, n'existant que par la mise en lumière, en son propre sein, de la division, qui le forge, d'avec la nouvelle bourgeoisie, division dont le principe est mondial.

Ce qui se manifeste du prolétariat tient dans sa capacité à diriger, en tel lieu, telle fraction particulière du peuple. Rachel, qui de tous les personnages du Parti est la plus proche de l'autre essentiel de la classe ouvrière, c'est-à-dire des paysans, dit bien que le but est « la suscitation, soudain, de la nouveauté bouleversante qui est en eux, et dont nos armes ordonnées ne sont que l'enveloppe et l'effet » (p. 125).

Chacun dit son lieu, origine et fin du mouvement, cependant que les masses ouvrières disent plutôt, en poésie, la politique, le déploiement universel du marxisme.

POURQUOI CETTE LANGUE DE BEAUTÉ ?

La charge poétique du langage est un instrument nécessaire. Elle dit l'essence des choses. Puisque, comme le dit Mao, « sans mouvement communiste il est très difficile d'aller au communisme », chacun, personnage, collectif, détachement de masse, cadre du Parti, sait interrompre le discours immédiat pour dire l'excès, sur ce discours, de ce qu'exige la situation, l'excès du litige sur l'action engagée (13).

La langue poétique inscrit cet excès. Puisqu'il ne s'agit plus de dire une seule chose, un seul temps, mais la division et le débordement, il faut DES langues. La poésie tient ce multiple. L'art est voie d'accès à la confrontation des langages, et au caractère dialectique du réel.

L'art sied au maoïsme. Ce que plaide « L'Écharpe rouge », installée dans l'abondance, c'est que le maoïsme sied à l'art.

Théâtre, pour l'affrontement des voix, pour le choix et l'action, pour les heurts politiques et le mouvement de l'histoire.

Poésie pour la vérité des lieux, des idées, des situations, pour la logique de l'excès: communisme dans son perpétuel écart.

Opéra, parcequ'il faut bien cette scène entière au déploiement diversifié de la politique du peuple, au mouvement ensemble de tout l'ensemble (14).

Roman, c'est nécessaire pour suivre, avec la lenteur requise, le fil de cette Histoire sans y perdre, d'un seul, l'histoire.

ANTOINE ET RACHEL.

Personne - et pour cause - n'est ici LE personnage des temps nouveaux, du Parti. Le Président lui-même occupe la place particulière de qui, incarnant le principe du mouvement, se trouve pour son compte absolument fixé. Dépendant, plus que tout autre, du Tout, dont il n'est nullement le maître, mais le point focal.

Antoine, figure ancienne, né à la politique, il le dit « en braquant son regard (...) sur un ennemi omniprésent et féroce » (p. 10), subit intérieurement la nécessité de se mouvoir et de se battre dans un monde encore entièrement dominé par la bourgeoisie. Cette nécessité est devenue pur principe, volonté pure, indépendante des masses: d'où la logique future du coup d'État, et de l'instauration d'un nouvel ordre - celui d'avant, mais décalé par la violence politique - Devenir d'un nouveau bourgeois, auquel le livre donne son poids, son sérieux, son système provocant d'objections (15).

Rachel est figure nouvelle. Jusque dans la guerre, cet officier communiste semble affecté à un versant des choses: la paix socialiste, le peuple qu'il faut servir dans le mouvement contradictoire de l'édification, par lui-même, du nouveau, avec tout l'édifice, qui fonctionne, du Parti, des organes du pouvoir populaire, de l'armée. Et il est vrai qu'il faut à la politique révolutionnaire et au Parti nouveau une sorte de « zone libérée politique » au sein du peuple, pour y exercer dans la paix le déploiement

des contradictions entre pouvoir des masses et dictature du prolétariat, entre Parti et masses organisées, pour clarifier la lutte pour le communisme.

Cette paix, qui existait dans la guerre contre l'ancien appareil d'État, que devient-elle dans le socialisme, qui, comme chacun désormais le sait, est fort peu pacifique ?

C'est la question ultime de Rachel, et du livre. La face d'angoisse latente qui y correspond se donne pour Rachel dans l'énigmatique amour pour Alban, finalement déserté (16).

LE FRERE ET LA SOEUR.

Le couple Simon-Claire porte la charge de la tentative d'être les sujets du temps de la révolution communiste. De ce «sujet qu'il convient de devenir», Claire est le projet et l'élan, Simon la jeunesse subsistante.

Claire, volonté et projet, tendue et disciplinée pour la réalisation du nouveau dans le présent, est dès le départ face à Antoine: interlocuteur essentiel, puisque lui seul prétend se dresser comme Tout, et porteur intégral d'une idée.

Claire ne chante aucun air, sinon, unique, celui du départ (17). Sans véritable société dans la politique, où s'enfoncer, et recevoir, plus relatif, plus diffusé, le choc des choses, elle supporte le heurt à vif de l'exigence, et reste, sur le fond, insoucieuse du Parti. Ce n'est que pour tenir encore un temps qu'elle a recours à «la discipline têtue» et à «l'obstination fiévreuse» (p. 235). Son refus de recevoir Simon dans l'île, cramponnée qu'elle est au scrupule de sa tâche (p. 130), la porte à l'extrémité qui la révolte et la brise, jusqu'à rejoindre Alban dans le miroitement de la présence pure.

Tandis que Simon, dont on a vu l'errance initiale, advient à «faire ce qui lui est prescrit», au «solidement ancré», dans le Parti, les masses, l'Histoire (18).

Pour elle, ligne droite et cassure. Pour lui, sinuosités et avenir radieux. Mais aussi, à l'envers: pour elle, l'écart créateur entre l'élan communiste et la figure actuelle du Parti, du possible. Pour lui, le danger où il se trouve de se perdre dans la satisfaction de soi, dans l'identité supposée de lui-même au Parti, et du Parti aux masses.

C'est que, transversale à la division, que leur couple supporte, de l'action politique, une autre intervient, qui conjoint la femme à l'homme.

A Claire, le Parti interdit de voir Simon blessé. C'est alors qu'avec une admirable lucidité, elle prévient le Parti qu'il y a là un excès irrecevable, parcequ'on ne voit pas, en elle, la femme dans sa juste exigence (19). Simon au contraire traverse le pays avec soldats et camion pour rejoindre sa soeur, et le fait avec cette société dont elle est si fort dépourvue: bavardages complaisants des hommes entre eux, fraternité des armées (20).

Pour Claire, on coupait court: elle n'est pas au Parti pour être bercée. Certes ! Mais cette raide obligation n'est pas l'essence, ne doit pas l'être, de ce que Simon nomme la «courbe sidérale» (p. 38) des femmes.

Et aussi: Claire, qui ne chante aucun air, intervient à chaque fois pour dire le vif de la question. Énonçant le présent du conflit, tel qu'il s'impose à elle, et l'affrontant ensuite sans phrases.

LA SCENE CAPITALE (p 230-239).

Si bien que dans leur rencontre - la seule de tout le livre -, Claire, parlant le discours de l'impasse et de la stérilité ultra-gauche, est en même temps dans l'élément de l'action positive, quelle qu'en soit l'issue: soit le retour à «quelque attentif anonymat»; soit une clôture où il y a risque de mort, car il s'agit pour elle de ne pas faillir au pacte avec son frère, d'achever en conscience ce qu'elle avait pour lui choisi d'être, afin que Simon «garde sa part», et dans le savoir aussi que son «âme tourmentée» à elle, contrairement à celle, trop épaisse, de Simon, «vaudra témoignage pour ce qui s'édifie».

Cependant que Simon victorieux, buté, confus, ne découvre que sur place la suspecte vérité de sa précipitation. Il croyait sauver Claire, comme il avait rallié Vestral. Mais l'acte se découvre le contraire de l'autre. Quand il dit «Je suis venu ici pour te restituer à toi-même (...) Qui donc m'empêchera de t'escorter énergiquement jusqu'aux brigades de rééducation ? », on reconnaît soudain, sous le chef communiste, l'arrogance dérisoire de Joseph, le père réactionnaire de Claire et de Simon (21).

Ni Claire ni Simon ne peuvent accepter que Simon, sa jeunesse à peine résolue dans le service positif du peuple, soit aussitôt happé par la fatalité d'endosser l'habit le plus ancien, celui de l'homme «arrivé», dont un attribut majeur est le pouvoir arbitraire sur une femme.

Claire disait à Alban (p. 52) qu'un homme voulait toujours être «par une femme plus consacré dans l'existence qu'un roi des cathédrales». Elle refuse que Simon vienne nier le caractère communiste de sa victoire en prétendant la répéter par le seul jeu de l'ascendant qu'elle devrait, à ses yeux, lui donner sur sa soeur.

Et c'est pourquoi Claire et Simon s'accordent à choisir «l'aggravation de la violence», acte indiscipliné et faux, mais par lequel le mouvement reste à jamais prescrit à Simon, contredisant sur le champ le général trop sûr de lui et de l'avenir qu'on a vu dans la scène avec les paysans du Sud-Ouest, ton péremptoire auquel déjà son interlocuteur du peuple objectait que «le général communiste (avait) un calendrier plus vif qu'une sauterelle de labour» (p. 214).

Si bien qu'à travers cet acte faux, le couple frère-soeur persiste à supporter le nécessaire excès du Parti sur lui-même, loi du maoïsme.

LE DERNIER MOT.

Il reste, absolument, au Parti. «Simon a commis une lourde faute» dit en clair le Président (p. 228), il a, «dans l'irritation de son maugréement personnel» (p. 231) - c'est Claire qui parle - déssaisi les masses et le Parti de l'affaire de l'île et du cas d'Antoine. Le Parti est le seul garant de l'initiative des masses quant à l'avenir et à la victoire; mais il doit aussi les protéger des effets des divisions internes à la révolution, des exaltations de la révolution.

«L'Écharpe rouge» désigne, à travers la permanente dialectique des individus, des masses et du Parti, que ce dernier est facteur de patience. A prendre l'existence d'un individu comme mesure, on établit le règne de l'intempêtif: les enjeux sont alors si exorbitants, et le temps si mesuré !

C'est pourquoi le mot final doit revenir à Rachel, qui pratique, face à l'outrance de Claire, et fut-ce au prix deviné d'une dure patience, la modestie communiste, la reconnaissance que tout ce qui s'est passé - rien moins qu'une guerre victorieuse - restait encore maigre et restreint.

L'histoire de Claire et de Simon n'en est pas moins positive. Dans son écart et sa brisure, elle marque aussi la permanente limitation du Parti, la pression sur lui de l'ancien, l'élan toujours à reprendre, l'exigence de rectification, l'urgence à poursuivre.

Leçon de la leçon, le dernier mot du dernier mot reste aux masses, qui font l'histoire, y compris celle de leur Parti. Rachel constate qu'au regard de l'assemblée villageoise pour la réforme agraire, eux, les gens du Parti et de l'«Armée, sont ramenés à leurs proportions véritables» (p. 245).

Il y a tout lieu de s'en réjouir. Comme il convient de se réjouir d'un tel livre, qui déploie de ces «proportions véritables» la présence, déjà, et les couleurs.

Renée Leibovici

NOTES

(1) Voyez le chapitre «La dialectique», p. 136. Il s'agit de réunir la gauche, de rallier le centre, d'isoler la droite. Le communiste n'est là que pour porter la vision d'ensemble d'un tel mouvement.

(2) Temps forts de la présentation de ce haut niveau de débat politique dans les masses: toute la grande scène sur la date de l'offensive (p. 145), où l'on parcourt le processus maoïste «des masses aux masses», avec la lutte entre les deux voies, l'enquête, la directive, etc... Également la sévère discussion ouvrière sur la composition des brigades insurrectionnelles (p. 189).

(3) C'est la dernière phrase du livre: «Qu'est-ce qu'un arbre, un seul arbre? Voilà de quoi on se suffit dans la maigreur précise de la guerre! Maintenant commence l'époque des forêts» (p. 245).

(4) Simon, un des personnages principaux, le dit (p. 112): «Un parmi tous au-delà, je passerai le fleuve Sarbu. Quel matin, après tant de songes!».

(5) P. 107, le chœur ouvrier: «(...) l'arrachement à l'aspiration sablière de ce vrai corps dressé dans l'oubli de son poids!».

(6) Cf le mouvement final du «chœur de la divisible dé faite» (p. 106), où sont évoquées les révoltes de l'Histoire entière: «Spartacus! Jacquou le croquant! Thomas Münzer! etc...». Il s'achève sur l'image d'un relai, de la transmission (mais jusqu'où?) d'un message: «C'est la mémoire populaire tenace qui fait dans le monde ce grand trou au travers duquel est planté, de siècle en siècle, le sémaphore du communisme! Peuples de tous les temps! De tous les lieux! Vous êtes parmi nous!».

(7) Dans le chapitre «Les grandes étapes du marxisme» (p. 185), Alban est confronté, solitaire, à tout le discours marxiste: longues citations de Marx, Lénine, Staline, Mao, contre quoi Alban, irréductible, tient la position du poème, du monde sensible.

(8) Chapitre «Désir et concept», p. 171.

(9) Cf, dans le grand Air de Simon (p. 41):
«La révolution m'étais parfois difficile, en ceci que j'y
découvrais

Les lois de la vie
Plutôt que la vie elle-même».

(10) Les réunions «au sommet» où s'exerce la fonction du Président, traduisent cette opacité du Parti comme objet. Cf deux scènes significatives: «Dix du bureau politique» (p. 28). Et les «temps» 2,3 et 6 du long chapitre: «Enquêter sur un problème, c'est le résoudre» (P. 145).

(11) Raoul Vestral plaide la cause de l'aventurier révolutionnaire avec chaleur (Cf son grand air, p. 177). Face à lui, Simon, reconverti au communisme «militaire», est un peu brutal. N'empêche: Vestral se ralliera sans doute au Parti. C'est la tactique maoïste de l'unification des brigands.

(12) Face à Simon, qui incorpore l'hésitation intérieure à la force de la poussée politique, Antoine dit brutalement: «La révolution est un labeur de spécialiste. Elle se suffit à elle-même» (p. 134).

(13) «Encore une fois, notre effort n'a pu forcer les termes du litige à franchir

Le seuil du renversement de leurs places» (p. 106).

(14) Le long chapitre 13 de la 2ème partie (p. 145...) combine toutes les ressources: le dialogue de masse, le récitatif, quand des gens du peuple amorcent une systématisation politique, l'arioso quand une voie est clairement formulée (la femme p. 150), le quatuor, qui organise la division du bureau politique, l'Air, qui exprime la concentration dialectique de la directive (le Président, p. 157), le rapport politique, puis le retour, modifié, au dialogue de masse.

Le chœur est utilisé systématiquement quand les ouvriers supportent l'universalité du marxisme.

(15) Dans la grande scène qui le confronte à l'ultra-gauchisme de Claire (218...), Antoine tire sa force du caractère compact et pressant de la nécessité du social, de l'économique, au regard de ce qu'il y a d'aléatoire, de subjectif, de brusqué, dans le «mouvement communiste». La question qu'il soulève, on sent qu'elle est en effet l'incessant obstacle contre quoi se lèvera la longue suite des Révolutions Culturelles.

(16) «Je n'avais pas le temps de m'occuper de ce combat», dit tristement Rachel (p. 245). En filigrane: le lien, à tisser, entre le Parti de type nouveau et la contradiction qui oppose les hommes et les femmes.

(17) «Si je ne peux tenir l'écart enfin creusé, que l'écharpe soit transmission du mauvais dire et du prédestiné.

Ou si plutôt, selon l'inévitable creux et le flux d'une action en partage, je reste convenablement dans l'élan pris ce jour» ... etc (p. 27).

On le voit: Claire n'envisage que la rectitude de l'élan, ou sa brisure. L'engagement est d'une seule pièce.

(18) Le caractère croisé des trajectoires de Claire et de Simon est récapitulé dans le grand Air de Simon - le plus long du livre - (p. 234-236): «Car voici que, dans nos détours tortueux, Claire et moi nous sommes croisés sans nous voir».

(19) Cf le chapitre: «Je suis une jeune femme du Parti» (p. 86). «N' imagine pas qu'une jeune femme de la révolution puisse se résoudre à n'être seulement que ce qu'elle fait, en tant que disposée à la stricte place d'un homme de la révolution».

(20) Dans le chapitre «Souvenirs d'une trace au présent de la mer» (p. 110), les hommes se racontent les uns aux autres d'où ils viennent.

(21) Joseph, lié au régime en place, est ridicule en famille, mais violent et actif dans l'antagonisme. Voyez ses interventions, face à l'ouvrière Germaine (p. 80-81).

abonnez-vous au Marxiste-Léniniste

sous pli fermé, 1 an : 70 F
soutien : 100 F et plus !

«LE MARXISTE LÉNINISTE» - Directeur de publication P. Gonin - Dépôt légal 1/79 - Commission paritaire No 56 220
Imprimerie Spéciale Potemkine - Adresse : «Le ML» BP-278-75827 Paris Cedex 17 - CCP 3458161 L La source - ISSN 0338 - 5086

L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN

AFGHANISTAN : Lutte anti-impérialiste dans une néo-colonie soviétique.

L'HISTOIRE DE LA CONSTITUTION DE L'AFGHANISTAN.

L'Afghanistan est un vaste pays (un peu plus étendu que la France), peuplé d'environ 16 millions d'habitants. Il y a près de 2 millions de nomades, 2 millions d'Afghans vivent à l'étranger (en Iran, au Pakistan et dans des pays arabes où ils sont très pauvres et maltraités). C'est un pays très pauvre (presque celui au monde où le revenu par habitants est le plus bas). 90 % de la population vit à la campagne.

Sa situation géographique le met au centre de conflits géo-politiques. Déjà au XIX^{ème} siècle, il était l'enjeu de la rivalité des 2 puissances dominantes dans la région: l'impérialisme britannique et la Russie tsariste. Les britanniques avaient comme politique générale de contrôler systématiquement et en profondeur toutes les côtes qu'ils pouvaient. Ainsi ils ont occupé rapidement (à partir de l'Inde, leur principale colonie) le pays des Afghans (qui s'étendait alors au delà des frontières actuelles au Nord en U.R.S.S., à l'Ouest un peu en Iran et au Sud largement à l'intérieur du Pakistan actuel - séparé de l'Inde au moment de l'indépendance des colonies britanniques de la région). Mais, malgré leur acharnement, les colonisateurs n'ont pas réussi à tenir le pays: ainsi l'une des plus grandes batailles anti-impérialiste du XIX^{ème} siècle eut lieu en Afghanistan en 1839 et vit la défaite totale et l'anéantissement d'une colonne de 20 000 britanniques. Jusqu'en 1921, où l'indépendance fut reconnue, les colonialistes ne purent jamais réellement exploiter le pays en rébellion permanente. En fait, en jonglant avec les féodaux, ils réussirent surtout à neutraliser les russes et les empêcher de menacer leurs colonies du sous continent Asiatique.

L'histoire de l'Afghanistan indépendant commence par le règne d'un roi réformateur, sorte d'Atatürk d'Afghanistan, Amanoullah. Mais l'opposition des féodaux et des religieux, avec la complicité des britanniques empêcheront son règne de durer. Viennent après les règnes de plusieurs souverains qui pratiqueront une politique de statu-quo avec domination britannique jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale.

Il faut réinsister sur la question nationale Afghane, car elle n'est pas jouée. En effet, dans leur volonté hégémonique, les impérialismes britanniques et tsaristes ont découpé à vif les frontières, comme dans bien des cas. Les deux populations dominantes, en nombre, en Afghanistan ont été séparées en deux parties par la frontière Sud, actuellement frontière Pakistano-Afghane. Les Pachtounes d'Afghanistan (environ 50 % de la population totale) ont près de 8 millions de compatriotes au Pakistan, où ils vivent dans des territoires relativement autonomes. Même cas pour les Baloutches.

L'Afghanistan est donc un pays enclavé entre des voisins souvent puissants et agressifs, et constitué par des entités nationales peu homogènes. Les tribus, organisations sociales complètes, ont un rapport avec l'appareil d'État central, souvent émanation de l'une d'entre elles (les Pachtounes presque toujours), rapport plus ou moins bon et jamais solidifié et centralisé réellement.

1953-1963. DAUD : L'ENTRÉE EN SCÈNE DE L'U.R.S.S.

En 1953, l'Afghanistan commence à sortir de son isolement, à cause de l'effondrement de l'impérialisme britannique et grâce au début des luttes sociales et politiques dans les villes. Le roi nomme un parent, le général-prince Daoud, comme premier ministre.

Celui-ci fait figure de moderniste. Son travail consistera à ouvrir l'Afghanistan à l'extérieur, c'est-à-dire à «partager le gâteau» entre les impérialismes sortis dominants de la seconde guerre mondiale.

Mais, en 1956, au plus fort de la guerre froide, les U.S.A. mettent comme condition à leurs investissements en Afghanistan l'entrée de celui-ci dans une alliance militaire locale contre l'U.R.S.S. contenant une clause d'accord avec ses voisins du Sud.

La question Patchoune étant l'une des bases de l'unité Afghane (dont le régime réclamait toujours le retour des provinces Pachtounes perdues), Daoud refusa et se tourna vers l'U.R.S.S.

C'est alors que l'U.R.S.S. devint le principal client et bailleur de fonds de l'Afghanistan (60% du volume des échanges, 38% aux U.S.A., le reste à la R.F.A. surtout).

Dans les années qui suivirent et jusqu'à aujourd'hui, les soviétiques entreprirent la néo-colonisation, à leur manière, de l'Afghanistan. Ainsi la totalité du gaz naturel est pillée à grande vitesse, et revendue 3 à 4 fois plus cher à la R.D.A. et à d'autres pays, les 3/4 du coton sont achetés à des prix dérisoires par rapport au prix mondial (car le seul débouché est alors l'U.R.S.S., la tension sur les frontières Sud rendant le commerce impossible), cette culture ayant été introduite par les russes en Afghanistan au détriment des cultures maraîchères.

Le parallèle avec - par exemple - l'impérialisme français en Afrique est saisissant, surtout que, par ailleurs, l'U.R.S.S. a dès lors des centaines de conseillers dans le pays qui encadrent les services civils et aussi l'armée dont les officiers sont souvent formés dans des académies militaires soviétiques, des techniciens civils (agronomes) étant également souvent issus d'écoles de Russie.

1963-1973 : ÉQUILIBRAGE AVEC LES IMPÉRIALISMES OCCIDENTAUX.

En 1963, Daoud est contraint de quitter le pouvoir par son oncle le roi. Les réformes timides de Daoud ont ligüées contre lui les aristocrates et les religieux conservateurs. De plus, son despotisme ne lui assurait aucune base de masse populaire. Les gouvernements qui suivent (ils seront nombreux et peu stables) rééquilibrent avec les impérialismes occidentaux. Mais ceux-ci ne sont que peu motivés par ce pays lointain, à l'histoire politique cahotique et de surcroît pauvre en choses à piller (les russes tenant l'essentiel).

De plus, les mouvements de masses se multiplient en ville. A la campagne, la tension sur les terres et l'eau devient assez forte. En 1972, 100 000 paysans mourront de faim à la suite d'une sécheresse (l'eau, avec la terre, est l'objet des pressions des féodaux - qui vendent l'irrigation aux paysans, d'autant plus cher qu'il y en a très peu).

En 1965, une manifestation d'étudiants, d'écoliers et d'autres éléments populaires de Kaboul s'oppose au «parlement»-bidon d'élites féodales mis en place par un des gouvernements pour calmer les révoltes. Une répression épouvantable suit qui précipitera l'organisation des masses dans les villes (la capitale Kaboul surtout) sous la forme de comités et organisations de masse diverses.

C'est à cette époque que le parti Khalq (du peuple) pro-soviétique naît et s'infiltré dans ces mouvements. En 73, on dit qu'il avait 3500 membres (tandis qu'il existait un groupe maoïste de 1000 personnes).

1973 : COUP D'ÉTAT MILITAIRE. DAUD SORT SON ÉPINGLE DU JEU.

Le coup d'État militaire du 17 Juillet 1973 est un modèle du genre favorisé par le social-impérialisme dans les pays du Tiers-monde. C'est la coalition de:

- certaines parties de l'armée (surtout des officiers subalternes et des sous-officiers) mécontente de son sort avec un parti révisionniste pro-russe.
- contre l'État-major de l'armée et le gouvernement plutôt favorable aux impérialismes occidentaux.

On le voit, il s'agit d'un coup d'État sans prolongement réel dans le mouvement populaire. Tout cela se passe à Kaboul, la capitale, sans aucune mobilisation populaire, manifestations, guerres prolongées ou autre processus. C'est une rivalité A L'INTÉRIEUR de l'appareil d'État entre deux cliques.

Mais ce genre d'affaire est peu durable en tant que telle. Il faut trouver un nouvel équilibre dans l'appareil d'État et un semblant de soutien populaire.

Au cours de ce coup, c'est le prince-général Daoud qui y parviendra. Il sera à la fois celui qui incarnera le coup d'État républicain et celui qui sera une continuité acceptable pour les tenants de l'ancien régime.

Cependant, anti-communiste militant, il se méfie des révisionnistes, tout en s'appuyant plutôt sur les russes sur le plan international (à cause de la question Afghano-Pakistanaise - le Pakistan étant l'un des points d'appui américain dans la région) mais sans s'aligner complètement.

Le clan des pro-soviétiques - militaires arrivistes et révisionnistes carriéristes (la plupart des membres du Khalq sont des ingénieurs agronomes et des cadres formés à Moscou et impatientes d'avoir des places dans l'appareil d'État pour opprimer - à leur façon de nouveaux bourgeois - la masse paysanne) est frustré de sa victoire. Pendant 5 ans, il fomentera des coups, des complots pour prendre le pouvoir. Le parti Khalq se sépare en deux (l'autre aile s'appelle le Parcham -«le drapeau»).

AVRIL 1978 : COUP D'ÉTAT MILITARO-SOCIAL-FASCISTE.

Ce clan prend le pouvoir en Avril 1978 au cours d'un coup militaire sanglant (des milliers de morts et d'exécutions sommaires). C'est d'abord les militaires qui se chargent de déblayer le terrain. Ce qui reste de la famille royale (le roi est en exil en Italie) -assez repliée sur elle-même depuis 73- est liquidée physiquement ainsi que Daoud et son entourage.(Au cours de ce bain de sang, à titre d'exemple, toute la garde personnelles de Daoud - près de 2000 hommes - est anéantie, etc...). Puis ce sont les civils qui prennent le devant de la scène.

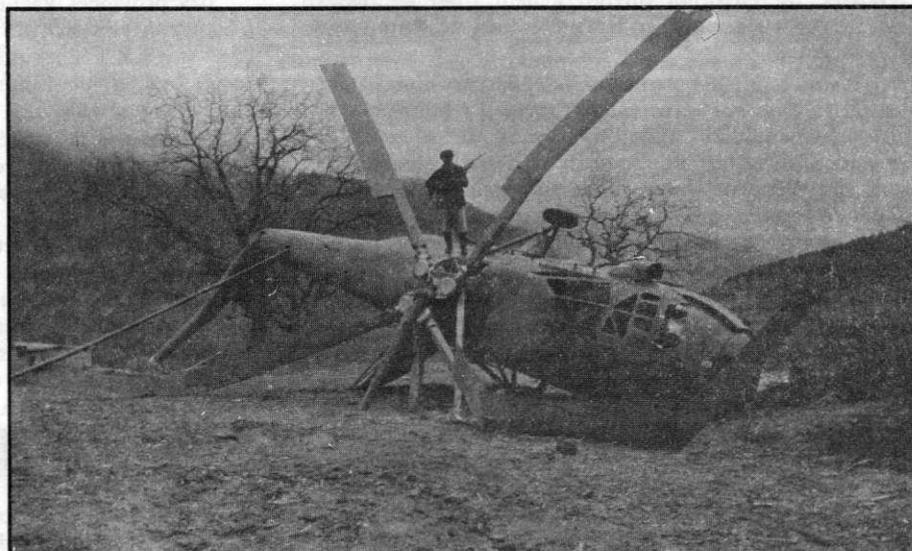
C'est le parti Khalq qui devient dominant, les militaires étant écartés ainsi que les membres de l'ex-Parcham (formellement, le parti Khalq est réunifié depuis 77 sous le nom de Parti Démocratique Populaire d'Afghanistan). Le dirigeant du pays, M. Taraki, reçoit le soutien de l'U.R.S.S. et des pays satellites de l'Est, très rapidement.

Taraki proclame que, pour la 1ère fois en Afghanistan, les classes féodales sont éliminées réellement et entreprend d'asseoir l'autorité de l'État. Les russes deviennent de plus en plus visibles à tous les niveaux. Mais Taraki demeure prudent en paroles sur la nature de son alliance avec l'U.R.S.S.

TARAKI : 17 MOIS DU 1er RÉGIME FANTOCHE DE L'U.R.S.S.. BILAN : ENCORE PLUS DE RUSSES OU L'ÉCROULEMENT.

Face aux premiers troubles en province, l'armée répond avec une brutalité féroce mais inefficace. Des agents

Une résistance dès la prise de pouvoir de Taraki, ici un hélicoptère de fabrication soviétique abattu par des guérilléros.



de l'État et des conseillers russes sont attaqués et tués, la réforme agraire annoncée par Daoud depuis 1975 ne se met pas vraiment en branle n'ayant que très peu de partisans même parmi ceux qui pourraient en bénéficier, tant était important le manque de confiance dans le gouvernement et la haine des russes.

Il semble que les propriétés aristocratiques - qui étaient peu nombreuses en tant que telles et liées aux familles aristocratiques les plus proches du pouvoir royal - aient disparues. Par ailleurs, il existe des rapports féodaux entre les paysans fermiers ou ouvriers agricoles et des propriétaires paysans riches ou des autorités tribales locales (à l'échelle de ce pays où la paire de boeufs signale le «gros») ainsi qu'avec le clergé sunnite musulman. Environ 80% des paysans sont des paysans sans terres.

C'est à cette époque que les russes commencent à envoyer des équipements (avions, hélicoptères porteurs de troupes...) servis par des officiers et soldats russes pour essayer de s'opposer efficacement aux rebellions.

En février 1978 l'ambassadeur des U.S.A., enlevé par un commando de religieux extrémistes à Kaboul est massacré, ainsi que ses ravisseurs, par la police Afghane encadrée, voire directement constituée pour l'occasion par des soviétiques.

En fait, le régime ne peut appliquer ces réformes à la campagne. L'hostilité est générale et aucune force ne vient consolider l'assise populaire du parti Khalq. Ses membres, la plupart du temps des jeunes cadres des villes éduqués à Moscou, se perdent dans leurs postes à la campagne dans l'inextricable réseau des sociétés traditionnelles.

Ils sont en but à l'hostilité, voire la violence des masses, et doivent de plus supporter les luttes de cliques féroces au sein de l'appareil d'État: tentatives de coups, assassinats et magouilles de toutes sortes.

Leur «marxisme» n'est que de la pacotille de vocabulaire, leur «révolution» n'a pas de base populaire. Ils apparaissent malgré toutes leurs précautions comme des gens voulant bouleverser de l'extérieur un ordre social cohérent, sans proposer de moyens internes de le remplacer efficacement. De plus, ils sont considérés à juste titre comme des otages des soviétiques, des russes. A chaque niveau de l'administration, tous les hauts fonctionnaires et officiers ont leur «doublure» russe. Les industriels occidentaux en affaire en Afghanistan notaient qu'il était plus rapide de s'adresser à la doublure qui était plus au courant. Voilà un nouveau parallèle avec les français ministres de l'intérieur au Sénégal, les Cubains généraux en Éthiopie, les Vietnamiens complètement sur le devant de la scène au Kampuchéa.

La méfiance du peuple Afghane vis-à-vis des impérialismes a une longue histoire, et sa résistance armée acharnée et efficace marque l'identité de ce peuple.

La situation empire dans les derniers mois de Taraki. Après 2 cas en province, la garnison de Kaboul se révolte. Elle n'est maîtrisée que par un massacre massif, mené en particulier par des avions pilotés par des russes.

SEPTEMBRE 1979 : «REVOLUTION DE PA-LAIS».

Amin prend le pouvoir. C'est l'ancien bras droit de Taraki. Plus brutal encore que lui (il était chargé de la police) il commence ses 3 mois et demi de pouvoir en massacrant Taraki et les membres de sa famille et de son entourage.

Apparemment, ce coup fut plutôt une affaire de rivalité personnelle qu'une manoeuvre plus vaste impliquant des changements et des interventions extérieures. Les russes ne semblaient pas apprécier ce personnage sans scrupule, susceptible de leur échapper.

La rébellion prend une dimension nationale. Les observateurs étrangers estimaient que le 1/4 du pays était sous contrôle des rebelles musulmans et que la moitié du territoire en plus était zone de combat. L'armée Afghane partait en décomposition. Les désertions et les ralliements à la rébellion se faisaient par unités entières. Un

exemple: 2500 hommes se rallient en province après avoir tués 25 officiers.

Le pays est en passe de tomber aux mains des insurgés. Les combats atteignent les environs de Kaboul.

FIN DÉCEMBRE 1979 : L'INTERVENTION MASSIVE SOVIÉTIQUE ET KARMAL, LE «NOUVEAU DACKO».

En quelques jours, par pont aérien et pénétration de colonnes blindées, 80 000 hommes (à la mi-Janvier) arrivent en Afghanistan de l'U.R.S.S.

Les troupes soviétiques contrôlent d'abord Kaboul, neutralisent les partisans d'Amin qui se battent avec acharnement, Amin lui-même est exécuté avec ses proches. Puis dans les premiers jours de Janvier, les troupes se déploient aux alentours de la capitale pour la protéger.

B. Karmal est porté au pouvoir à la «manière Dacko»: il parle d'abord à la radio, de la ville soviétique de Tachkent, puis quelques jours après, est amené en avion quand la situation est dans les mains des troupes russes.

Karmal est le fondateur du parti Parcham, plus pro-soviétique encore que le Khalq. Il écarte, et sans doute fait exécuter ou emprisonner, les anciens fonctionnaires pour mettre ses partisans à leur place.

LA REBELLION NATIONALE SE CONSTITUE CONTRE L'AGRESSION RUSSE.

Depuis 1978, la résistance n'a fait que se renforcer. Malgré sa variété et sa division politique, ethnique et religieuse (des extrémistes intégristes d'extrême-droite aux maoïstes en passant par les groupes tribaux opposés aux exactions du régime et des russes), elle a remporté des succès face à ces régimes ultra-fantoches, pratiquant avec une brutalité cynique le massacre de leur peuple avec une armée étrangère: villages bombardés à ras, mosquées, considérées comme des nids à rebelles, détruites, populations et bétail napalmés...

L'armée Afghane est presque inexistante en tant que telle, tant les désertions se sont multipliées, encore plus depuis l'intervention massive des russes.

Dans cette circonstance, la tâche centrale du moment apparaît au peuple Afghane être celle de chasser les sociaux-impérialistes russes et leurs complices fantoches.

LES REACTIONS DES FORCES POLITIQUES EN FRANCE. NOS TACHES.

Cette nouvelle expansion du social-impérialisme développe encore la montée des risques de guerre. Toutes les forces populaires qui s'opposent à cette politique d'agression et de destruction des peuples doivent être soutenues vigoureusement quelles que soient leurs caractéristiques internes.

En France, bien des forces politiques (des trotskystes à certains journalistes de «Libération» et du «Monde») réduisent cette affaire à l'affrontement entre les révisionnistes Afghans, tenants d'une «révolution» et les féodaux conservateurs, l'intervention russe jusqu'à ces derniers jours étant minimisée (depuis qu'elle est devenue massive, c'est dans leurs rangs que se trouvent les positions «munichoises» de repli face aux coups de force, de refus de voir la réalité). Les uns sont en fait alignés sur les fantoches et les agresseurs en niant les phénomènes nationaux de résistance à l'envahisseur et de lutte pour l'indépendance, les autres célébrant avec un faste renouvelé le XIème enterrement du marxisme retrouvant parfois avec les religieux intégristes le parfum spiritualiste qui manque à leur identité d'intellectuel petit-bourgeois en société impérialiste.

Les sociaux-fascistes Afghans ne sont nullement les tenants d'une «révolution». Ils l'empêchent même totalement depuis 1965, en s'opposant aux révolutionnaires et aux patriotes (qui ont été massacrés et pourchassés - ceci étant l'une des constantes des exigences du social-impé-

rialisme russe vis-à-vis des régimes qu'il soutient - voir Éthiopie, Angola, Yémen du Sud...).

Leurs mesures bureaucratiques sont anti-populaires et ne sont que le prolongement de l'agression de leurs maîtres russes.

Sur le plan international, il est tout aussi faux de nier le caractère nouveau de cette intervention et de prétendre, par exemple, que le seul aspect de l'alarmisme de Giscard lors de son discours de nouvel an était de chercher l'«union nationale» en France.

Un bon sens minimum permet de se rendre compte que le social-impérialisme soviétique devient de plus en plus agressif et cynique en menant ce type d'opération directement - sans Cubains ou Vietnamiens interposés - hors des pays du Pacte de Varsovie. Il s'agit à l'évidence d'une remise en cause massive de l'ordre international inter-impérialiste issu de la 2ème guerre mondiale.

Ces années 78-79 ont vu un nombre très important d'agressions étrangères (Vietnam au Cambodge, Tanzanie en Ouganda, France en Centrafrique et au Zaïre, en Mauritanie..., U.R.S.S. en Afghanistan, incursions Rhodésiennes et Africaine du Sud en Zambie et Mozambique...) qui révèlent l'instabilité internationale et l'initiative de la superpuissance soviétique par rapport au recul américain et occidental - cependant sujet à des contre-attaques pour le moment limitées mais porteuses de possibilité agressives inquiétantes.

La résistance Afghane est une force populaire en lutte contre une agression de la superpuissance soviétique.



Débauche de matériel lourd débarqué par les troupes d'invasion (100 000 hô.)

MANIFESTATION CONTRE L'INTERVENTION SOVIÉTIQUE EN AFGHANISTAN.

Quelques jours après l'intervention soviétique, l'OCF-ML et l'UCFML ont organisé une petite manifestation de riposte à Paris. Une petite centaine de personnes ont défilé dans les rues populaires du 11ème arrondissement à partir de la place de la Bastille derrière une banderole commune: «Troupes russes hors d'Afghanistan!» tandis que des groupes diffusaient des tracts sur les bords.

«P.C.F. LARBIN DE L'IMPERIALISME RUSSE ! CONTRE LES MENACES DE GUERRE: VIVE LA RESISTANCE DES KHMERS ROUGES ! VIVE LE PEUPLE AFGHAN ! Les maoïstes de l'U.C.F.M.L.» telle était la position de l'U.C.F.M.L. illustrée par sa banderole et les mots d'ordre qu'elle lançait.

Sur les côtés: intérêt et étonnement se mêlaient. A poursuivre.

Nous devons faire confiance au peuple Afghan pour progresser dans le sens de sa constitution au cours de la lutte contre les envahisseurs en force indépendante par rapport aux impérialismes, le fait que les mouvements de résistance reçoivent des aides diverses ne faisant qu'entrer dans le cadre des alliances nécessaires au combat.

Nous sommes à l'écoute des forces qui, au sein de la résistance pourraient s'organiser dans ce sens.

Nous devons aussi nous opposer avec force, parallèlement au travail sur le Cambodge, au P.C.F. qui pratique de plus en plus comme seule politique l'alignement inconditionnel sur le social-impérialisme russe. Dans ses articles, l'«Humanité» cite avantageusement les ministres Afghans dont cette perle: «L'Afghanistan se félicite de l'aide apportée par l'U.R.S.S. En la demandant, il n'a fait qu'exercer son droit à la légitime défense reconnue par la pratique (sic) et les lois internationales». A cotés de ces articles sur le coup d'Afghanistan (aux titres du genre «Afghanistan: Carter joue avec la détente» (!), on trouve dans le numéro du 5/1/80, avec une photo de l'accolade Marchais- Castro une déclaration du P.C.F. sur la nécessité de l'entrée de Cuba au Conseil de sécurité de l'ONU (qui se trouve pour le moment privé de ce nouvel agresseur): «Chacun sait le rôle international que joue Cuba...» - en effet!

Euromissiles, Cambodge, Afghanistan... Nous devons faire campagne contre les nouveaux pétainistes que sont, sur le plan international les sociaux-fascistes du P.C.F. C'est dans cette lutte qu'avancera le point de vue politique populaire en France sur la guerre et la révolution.

AFGHANISTAN: LA C.G.T. BAT MARCHAIS DANS LA MAUVAISE FOI.

Après avoir connu des difficultés d'unification interne sur l'intervention soviétique, la C.G.T. a gagné du temps en envoyant une délégation «enquêter» à Kaboul. A son retour, la C.G.T. révèle:

- «nous n'avons ressenti aucune animosité, mais beaucoup d'hospitalité et de gentillesse de la part des gens qui nous prenaient pour des soviétiques (alors que tous les journalistes ou étrangers présents à Kaboul témoignent journellement de prise de position ouvertes contre les russes de simples passants et que, sur le plan des faits, plusieurs attentats ont été commis contre des soldats russes et qu'une émeute s'est déroulée, des heures durant et devant les caméras de télévision du monde entier, autour d'une prison où des parents et relations essayaient de libérer des prisonniers aux cris de «A bas les russes»).

- «l'armée soviétique n'a pas pris part aux combats du 27 Décembre (le coup d'Etat)» (alors que Karmal - dont d'ailleurs la carrière de fantoche semble menacée, bien triste sinécure après Taraki et Amin tués avec toute leur famille - a été amené de Tchécoslovaquie en Afghanistan via la Russie par avion militaire (à la Dacko) après que les troupes soviétiques aient en main toute la capitale et commençaient à se déployer dans les provinces. Il est significatif que ce soit presque au même moment où la CGT faisait ces «révélation» que un massacre digne de My Lai et Oradour sur Glane (en plus sanglant d'ailleurs puisque plus de 1000 hommes ont été massacrés à la mitrailleuse et enfouis au bulldozer alors que certains n'étaient pas encore morts) ait été révélé. Cet épisode, qui s'est fait en présence et sur ordres d'officiers Russes, a eut lieu sous la période Taraki, dont la CGT fait le portrait comme d'un valeureux patriote renversé par le vilain Amin..

Pour Marchais et le P.C.F., les 100 000 russes sont là pour le «socialisme». Pour la C.G.T., ils ne sont pas là du tout. 2 attitudes pour justifier l'invasion soviétique, piétiner l'indépendance nationale et essayer de «faire passer» l'alignement pétainiste sur l'hégémonisme soviétique dans ces temps de risques de guerre fomentée par la rivalité des 2 superpuissances.

2 positions à contrer pour faire avancer la question de la prise de conscience et de l'organisation des masses populaires sur la situation internationale.

KAMPUCHEA: 2 interventions pour soutenir la résistance.



Ces dernières semaines, le P.C.F. organise une vaste campagne de mensonges destinés à soutenir l'occupation Vietnamiennne au Cambodge. Sur ce point, comme sur les «euromissiles» et l'Afghanistan, il n'a comme politique que l'alignement inconditionnel sur le social-impérialisme et ses complices.

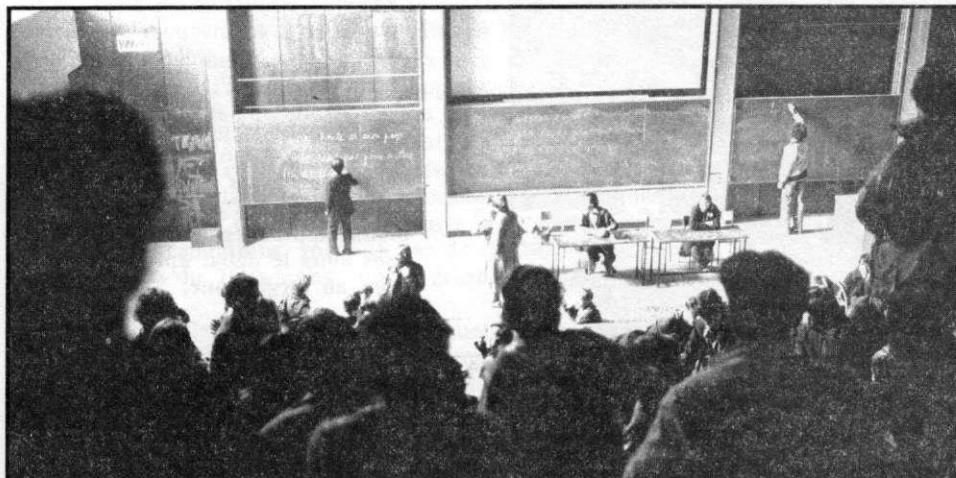
Ainsi, il a organisé des réunions dans des facultés en particulier (en Décembre à Jussieu et Nanterre).

Dans ces réunions il projetait un film de J. Janapa, qui a été projeté à la télévision. Ce film est l'illustration que la campagne de l'ancienne bourgeoisie sur le «khmer-rouge-au-couteau-entre-les-dents» a profité en fin de compte aux agresseurs Vietnamiens et à ceux qui les soutiennent.

Ne présentant aucuns éléments sur la situation actuelle, il ne fait que ressasser des «témoignages» sur les atrocités des Khmers rouges.

Appelés par des affiches centrées sur l'aide au gouvernement fantoche de Heng Samrin, ces meetings commençaient et finissaient par des collectes. Pour faire vrai, les révisionnistes mettaient des pièces jaunes dans leurs sébiles, pour les agiter sous le nez des passants.

Dans les 2 cas, une certaine curiosité avait attiré des étudiants et professeurs (plus à Nanterre - 150 personnes - qu'à Jussieu qui était leur coup d'essai et qui rassemblait plutôt leurs séides - il y avait une brochette de vieux co-gneurs du genre permanents syndicaux...).

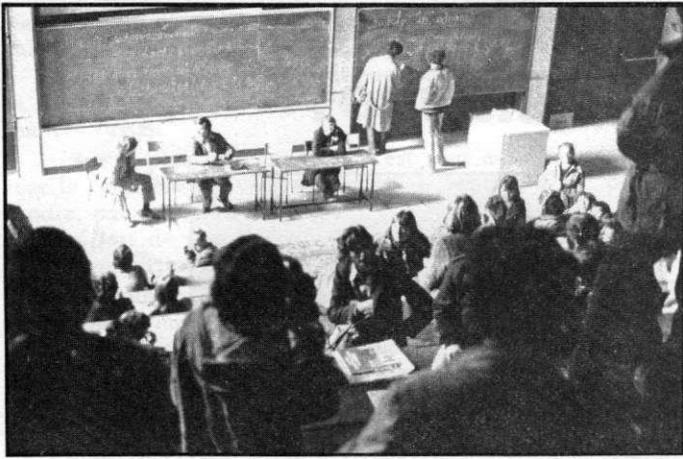


A Jussieu, aux cris de : «Troupes Vietnamiennes hors du Cambodge» - «Soutien à la résistance», les maoïstes venus à 15 empêchent la projection du film révisionniste, coupent la parole aux orateurs. Criant au «fascisme», les complices de l'agression écrivent au tableau: «les maos égal Pol Pot»....

Comme les premiers maoïstes s'étaient opposés aux tentatives des fascistes d'organiser des meetings de soutien à l'agression U.S. en Indochine dans les années soixante, nous avons décidé de nous opposer à la campagne du P.C.F. visant à cacher la nature d'agresseur du Vietnam au service du social-impérialisme soviétique.

Le matin du jour des meetings, nous avons distribué un tract: «Le P.C.F. recrute pour le gouvernement Vietnamienn, affameur du peuple Cambodgien. Soutenons la résistance Khmère rouge pour son droit à l'indépendance». Dès la diffusion de ces tracts, et dans les enquêtes suivantes, des discussions s'engagent sur les faits, l'histoire du Cambodge et aussi sur la question de la guerre: soutenir la résistance Khmère, c'est s'opposer aux forces d'agression, de guerre anti-populaire, soutenir la résistance qui est la seule réponse valable au génocide engagé par les Vietnamiens (armes chimiques, famine organisée, exode massif de la population...).

Sur la période 75-78, des interrogations spécifiques ou partagées avec nous: compréhension de la formidable tentative d'échapper au marché mondial, à l'hégémonie des deux superpuissances, étonnement ou méconnaissance de la réalité de la vie dans un pays sous-développé du Tiers-monde, discussion sur la responsabilité des impérialistes occidentaux (en Indochine, le siècle du colonialisme français). A Nanterre, un groupe reste autour de nous après la dissolution du meeting par les révisionnistes: en un quart d'heure toutes ces questions sont abordées dans des échanges à la vitesse d'une mitrailleuse, comme si l'évidence apparaissait d'un coup, lumineuse et incontournable. Il faut dire que si nous n'avons pas empêché la projection du film - ce qui a posé problème quand à l'antagonisme nécessaire avec les révisionnistes - nous avons dominé complètement le débat malgré les efforts désespérés de la député P.C.F. Fraysse-Cazalis de retour de son voyage-publicité au service des Vietnamiens. Interventions suivies attentivement, questions apartés au milieu des piètres contorsions révisionnistes...

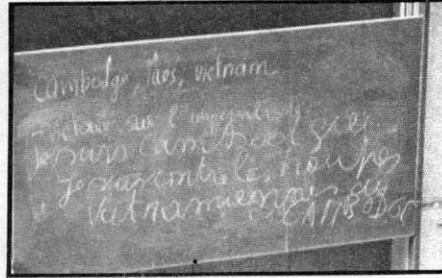


Il est significatif que dans ces 2 meetings, et à notre connaissance dans les autres initiatives du P.C.F., il ne se soit pas trouvé UN seul Cambodgien pour adopter le point de vue des Vietnamiens. Cela illustre à l'extérieur le caractère complètement fantoche du régime Heng Samrin (lui-même quasi fantôme, désertions et ralliements à la résistance quotidienne en son sein) ne tenant que grâce aux troupes Vietnamiennes.

Plus encore, à chaque fois, un Khmer intervenait contre les Vietnamiens (graphisme ci-dessus rapporté à Jussieu, et intervention d'une étudiante «neutraliste» à Nanterre dénonçant les Vietnamiens).

A Jussieu, nous étions suffisamment pour intervenir sur le thème: pas de droit à la parole pour les complices des agresseurs. Aussi nous avons occupé le haut de l'amphithéâtre et commencé le meeting par nos cris. La «discussion» fut chaude et confuse. A nos mots d'ordre, les révi-

... mais ils ne sont pas les seuls à savoir écrire. Un Khmer, au milieu du brouhaha se lève tranquillement et écrit sous une diatribe révisionniste: «Je suis Cambodgien et je suis contre les troupes Vietnamiennes au Cambodge», ce qui est bien dit et veut tout dire.



sionnistes ne répondaient que sur la période 75-78 et sur nos méthodes qualifiées de fascistes («c'est la première fois que on nous empêche de tenir un meeting à Jussieu et ce sont les maos qui le font»).

Il est vrai que parfois la réalité d'une politique apparaît dans la confusion et l'altercation. Après une demi-heure de nos mots d'ordre du type: «quand on soutient les invasions avec chars, on n'a pas le droit à la parole», un révisionniste déchaîné se levait sur une table et hurla: «Oui... les chars russes, il en faudrait ici (en Europe occidentale)» ce qui acheva de tracer les camps dans l'assistance. Les nouveaux pétainistes s'étant démasqués, chacun sachant ce qu'il en était, il était inévitable que la réunion tourne à l'affrontement. Les révisionnistes en prirent l'initiative en nous repoussant hors de la salle avec brutalité. Alors, le débat se transporta devant la porte de l'amphi, gardées par 3 gorilles bien peu estudiantins...



Devant la porte de la salle, face aux bruits divers de la bagarre entre les révisionnistes et les maoïstes, les étudiants, nombreux, approchent. Nous poursuivons alors le débat après explications au mégaphone.

Les mensonges grossiers du P.C.F., reprenant tel que et maladroitement la campagne Vietnamiennne, permettent de s'opposer facilement à lui sur le thème de l'invasion (vue comme telle par tous maintenant) et de la confiscation des secours, de l'organisation de la famine.

C'est tout ce qui peut se jouer dans ces meetings, auxquels ils faut continuer à s'opposer quand les conditions se trouvent réunies d'une intervention efficace.

Mais les véritables débats n'interviennent réellement après les meetings qu'après avoir dissous l'espace que les révisionnistes veulent créer, ou dans des enquêtes avec distribution de tracts et panneaux. Ce qui a été fait autour de ces 2 interventions confirme tout à fait qu'il y a un champ politique très large autour de la question du Kampuchéa: la question du social-impérialisme, de la guerre, mais aussi du Tiers-monde et de ses possibilités de développement sur ses propres forces.

La montée des risques de guerre intervenant actuellement et la campagne du P.C.F. d'alignement systématique

sur les positions de la superpuissance U.R.S.S., doivent nous inciter à poursuivre notre campagne de soutien résolu à la résistance Khmère, campagne pouvant prendre plusieurs formes:

- affichage de l'affiche nationale sur la résistance Khmère (dos du numéro précédent du ML agrandi).
- intervention-enquêtes avec tracts et panneaux soutenant des collectes.
- organisation du «boycott» des meetings révisionnistes.
- meetings et réunions-débats, manifestations à envisager.

PAS DE DROIT A LA PAROLE POUR LES COMPLICES DES AFFAMEURS ET AGRESSEURS DU PEUPLE CAMBODGIEN !

VIVE LA RÉSISTANCE ARMÉE DU PEUPLE KHMER POUR SON INDÉPENDANCE !

A BAS LE SOCIAL-IMPÉRIALISME SOVIÉTIQUE FAUTEUR DE GUERRE !

NOTES

TUNISIE: L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS A LA RESCOUSSE DU RÉGIME ANTI-POPULAIRE DE BOURGUIBA.

2 ans après les mouvements populaires de Janvier 78 qui avaient vu des dizaines de milliers de gens du peuple se lever contre le régime néo-colonial, des incidents au caractère mal défini ont éclatés dans le Sud du pays.

Un groupe de gens armés ont pris possession de la ville de Gafsa pendant quelques heures, ont combattu la garnison locale, faisant plusieurs dizaines de tués. Puis, la plupart des membres de ce groupe ont été capturés par les renforts de l'armée Tunisienne dépêchés sur place.

Apparemment, ce groupe est venu de Lybie où des centaines de milliers de Tunisiens travaillent dans ce pays riche et peu peuplé. Il est possible que ces actions, très décalées des groupes d'opposition Tunisiens, fassent partie des tentatives des dirigeants Lybiens d'expansion en Afrique (comme au Tchad, en Ouganda...). Ceux-ci essaient d'utiliser le mouvement anti-néo-colonial dans les pays voisins pour essayer de prendre pied et d'installer des régimes à leur solde - le tout avec une certaine brutalité et un côté ridicule et dérisoire qui leur vaut déboires et réprobations universelles. Cependant, ces menées sèment le trouble et en général servent les intérêts du social-impérialisme qui peut y pêcher en eau trouble.

Cependant, le commando de Gafsa était constitué de Tunisiens originaires de la région et ayant émigré en Lybie. Le Sud Tunisien est une région particulièrement défavorisée à l'intérieur d'un pays déjà très pauvre.

De grands mouvements de masse ont eut lieu à Gafsa. Il y a quelques années, à l'occasion d'une grève dans les mines, l'armée avait encerclé la ville, l'avait coupé du reste de la Tunisie pendant plusieurs jours et avait réprimé le mouvement avec la plus grande brutalité.

Cela explique que de nombreux gens du peuple aient participé à l'action, ou l'ont approuvée en protégeant les assaillants de la brutale répression de l'armée Tunisienne.

On peut faire un rapprochement, toutes proportions gardées, entre ces événements de Gafsa et l'émeute ouvrière de Kolwezi à la suite de l'intervention des gendarmes Katangais. Profiter de choses extérieures et fortuites pour exprimer ses aspirations, voilà un cas de figure courant dans les pays du Tiers-monde ou ce genre de cas se présente souvent.

Le parallèle peut être poursuivi quand on sait qu'à peine les nouvelles de cet incident furent connues, l'impérialisme français a montré qu'il était toujours prêt à défendre ses néo-colonies par tous les moyens en dé-

pêchant une partie de la flotte de la Méditerranée dans le Golfe de Gabès et en mettant à la disposition de l'armée Tunisienne des moyens de transport (hélicoptères gros porteurs et avions transporteurs de troupes Transall) de l'armée française. Par ailleurs de grandes déclarations diplomatiques ont fait savoir que plus pourrait être fait à l'avenir si besoin est. Rappelons nous que l'intervention à Kolwezi en 78 a été précédée un an auparavant par l'envoi de Transall ! Il faut signaler également que l'impérialisme U.S. a fait sa cour en avançant la livraison d'armes prévue pour 81.

**A BAS LE RÉGIME NÉO-COLONIAL DE BOURGUIBA!
A BAS L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS ! NON AUX INTERVENTIONS ARMÉES !**



Au mois de Janvier 1978, et pour la première fois dans ces proportions, le peuple Tunisien se levait contre le régime de Bourguiba. Prenant la rue pendant plusieurs jours à Tunis en particulier, le peuple résistait à la répression et s'opposait aux symboles les plus criant de la société néo-coloniale (incendies de banques...).

SÉNÉGAL: RÉVOLTE DE LA JEUNESSE SCOLARISÉE.

Pendant ce mois de Janvier, d'abord à Ziguinchor dans la province septentrionale de la Casamance puis dans la capitale Dakar, les lycéens et les étudiants Sénégalais ont montré leur détermination à s'opposer au régime néo-colonial du plus «poète» des sanglants fantoches mis en place par l'impérialisme français, Léopold Sédar Senghor. Parti de problèmes matériels (nourriture, discipline...). Le mouvement des lycéens de Ziguinchor, largement soutenu par les parents et la population, a inclus des mots d'ordre d'hostilité contre le régime et des mots d'ordre de nature anti-impérialiste, telle la protestation contre l'interdiction de porter des vêtements Africains.

L'intervention de la police a fait plusieurs morts (4 officiellement) et blessés par balles. Par la suite, des manifestations de soutien au mouvement des étudiants et lycéens ont eut lieu à Dakar et dans d'autres villes. Leurs

organisations de masses ont exprimées leur opposition radicale à l'impérialisme français et à Senghor.

Nous continuerons de suivre ces événements et à en rendre compte dans le «Marxiste-Léniniste», ainsi qu'à participer aux initiatives prises ici pour protester contre cette nouvelle exaction du régime néo-colonial de Sengor.

Le Sénégal demeure la principale tête de pont de l'impérialisme français dans la région. Un détachement de la flotte française occupe une véritable enclave portuaire à Dakar avec au moins 1000 hommes de troupes, sans compter les dizaines de milliers de coopérants militaires et civils et les affairistes français directement installés au Sénégal. Ces troupes ont participé aux répressions les plus importantes contre le peuple Sénégalais (63 et 68 en particulier ou plusieurs dizaines de patriotes ont été tués).

A BAS L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS ! TROUPES FRANÇAISES HORS D'AFRIQUE !

CORSE: Lutte de libération nationale et manoeuvres politiques.

Depuis les événements d'Aléria et de Bastia en 75, le peuple Corse continue son mouvement de libération nationale contre l'Etat impérialiste Français. De nombreuses actions ont lieu tandis que les organisations évoluent. Les autonomistes, les indépendantistes du F.N.L.C. luttent contre les colonialistes, en particulier contre le groupuscule fasciste FRANZIA qui s'est donné comme tâche d'abattre les militants de la cause nationale Corse.

3 de ces «barbozi» ont été pris les armes à la main alors qu'ils allaient commettre quelque forfait. A suivi une action principalement prise en main par les autonomistes (occupation de l'hôtel Fech à Ajaccio), sorte de tentative semi-légale d'arracher une punition des barbouzes par la justice de l'Etat impérialiste français.

A cette occasion, la férocité barbare des troupes d'occupation, gardes mobiles et C.R.S. débarqués pour l'occasion, a été une fois de plus montrée à tous. Le village de Bastelica, où les 3 barbouzes ont été capturés, a été investi avec blindés en avant, hélicoptère au dessus et troupes armées de matériel de guerre. Un vieux du pays a dit: «même les Italiens n'ont pas fait cela pendant la guerre» (les fascistes Italiens ont occupés l'île jusqu'à sa libération en 1943, dans laquelle la résistance populaire a joué un grand rôle).

Puis Ajaccio a été bouclée avec barrages de barbelés et déploiement de force, ce qui a provoqué des manifestations d'hostilité de la population. 2 Corses, des automobilistes innocents ont été abattus de sang-froid par les forces d'occupation par vengeance pure après qu'un CRS ait été tué.

Des dizaines d'arrestations ont été opérées dans les milieux autonomistes et indépendantistes. Aujourd'hui, une centaine de patriotes Corses sont détenus dans les prisons françaises. Soumis à l'arbitraire de la Cour de Sureté de l'Etat, certains sont déjà condamnés à des peines très fortes (jusqu'à 15 ans) tandis que d'autres attendent leur jugement. Ce chiffre, compte tenu de la population de la Corse, correspondrait à une dizaine de milliers de prisonniers politiques pour la France !

Les maoïstes du groupe pour la fondation de l'Union des Communistes de France Marxistes-Léninistes soutiennent le mouvement de libération national du peuple Corse. Ils ne se substituent pas à lui pour lui dicter sa voie, ce serait là du chauvinisme au petit pied.

Par contre, nous nous opposons fermement aux manoeuvres des forces politiques françaises destinées à étouffer les aspirations du peuple Corse.

Ainsi, après les événements d'Ajaccio, un regroupement d'organisations Corses ont pris l'initiative d'un meeting à Paris. Ces organisations s'étaient mises d'accord pour faire un meeting centré contre la répression, sans en faire un meeting de propagande pour la lutte nationale Corse. Cela était dû à la diversité extrême de ce regroupement. Dans le meeting, les forces Corses ne se sont exprimées que par l'intermédiaire d'un représentant de «A Riscossa» (organisation de soutien aux prisonniers) qui a fait un tableau vivant et ferme de la détermination du peuple Corse contre la répression coloniale et d'un représentant de l'U.P.C., un avocat, qui a fait un discours confus et pessimiste.

Ces organisations avaient convoqué ce qui est appelé fort abusivement toutes les «organisations démocratiques françaises»: P.C., P.S., L.C.R., O.C.I., P.C.M.L., P.C.R.M.L., C.C.A., P.S.U., O.C.T. et différentes choses syndicales afférentes. Nous avons participé aux réunions préparatoires au meeting pour appuyer la voie de l'appel, en France, au soutien à la lutte anti-impérialiste du peuple Corse. Mais malheureusement, c'est celle de l'opposition sans principes à la «répression» qui l'a emportée, unissant dans le même élan le P.C., le P.S. et la L.C.R. (celle-ci étant apparue comme la mouche du coche des révisionnistes).

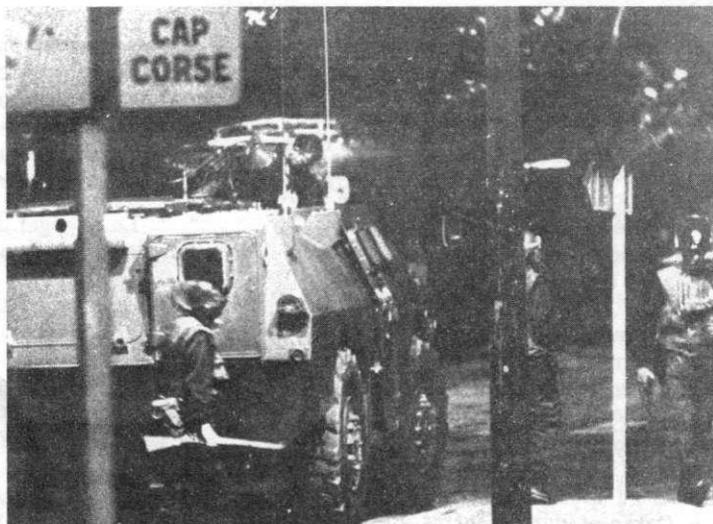
Cela a donné un meeting où le représentant du P.C. osait dire que le P.C. dirigeait les vrais luttes en Corse et s'opposer ouvertement au mouvement national. Ses interventions ont d'ailleurs été saluées par les cris de «A Kaboul, A Kaboul» pour caractériser sont «attention» aux questions nationales.

Il était évident que nous ne pouvions pas nous associer à cette caricature parlementariste (démagogues verbeuses et contre-vérités au détour de chaque discours style IIIème république des gros sénateurs et députés PC-PS, brosse à reluire de Krivine et du guignol de l'O.C.I. en direction du P.C-P.S...) Malgré les annonces de notre participation dans la presse et sur l'affiche (dûe à des qui-proquos), nous avons fait savoir aux camarades Corses que nous étions à leur disposition pour participer à des actions de soutien réel aux emprisonnés et à la lutte du peuple Corse, mais pas à cette mascarade.

VIVE LA LUTTE DU PEUPLE CORSE ! A BAS L'ÉTAT IMPÉRIALISTE ET COLONIALISTE FRANÇAIS ! LIBÉRATION SANS CONDITION DES PATRIOTES CORSES EMPRISONNÉS !

HORS DE CORSE L'ARMÉE FRANÇAISE D'OCCUPATION COLONIALE, LA LÉGION ÉTRANGÈRE ET LES FORCES DE POLICE: C.R.S...!

Des exactions fréquentes en Corse: des blindés quardrillent Bastia en 1975.



(Suite de la page de dos)

1. Renouvellement sans condition des cartes de séjour et des cartes de travail !

Les persécutions de l'Etat pour le renouvellement des cartes sont incessantes. Bonnet-Stoléro veut encore les aggraver. Nous disons : le renouvellement des cartes doit être une simple formalité administrative, comme par exemple le renouvellement des cartes d'identité pour les français. Il est obligatoire pour l'administration de les renouveler.

2. Régularisation sans condition de tous les sans papiers !

La situation des sans papiers rappelle les pires moments de l'avant guerre, avec les réfugiés des pays fascistes. Bonnet-Stoléro veut jeter les sans papiers dans des camps spéciaux. Nous disons : les sans papiers doivent recevoir immédiatement et sans condition un titre de séjour et une carte de travail.

3. Aucune expulsion !

L'expulsion est une punition spéciale destinée aux étrangers, et particulièrement aux patriotes, aux progressistes et aux révolutionnaires étrangers. C'est ignoble. Chaque étranger sur le territoire national doit relever des lois au même titre, ni plus, ni moins, que les français. Il ne doit quitter la France que de son plein gré.

4. Droit absolu à l'immigration familiale !

Une loi qui prétend disloquer de force les familles d'ouvriers est une loi digne de l'Afrique du Sud. Dès lors qu'un étranger vit en France, son conjoint et ses enfants doivent pouvoir l'y rejoindre sans condition, et travailler en France librement.

5. Libre choix de la nationalité pour les jeunes immigrés vivant en France !

Les pressions de ces derniers mois pour forcer les jeunes à devenir français ou à partir sont intolérables (et illégales). Il faut les interdire.

Il faut faire abroger la loi de 1973 qui spécifie que les jeunes Algériens nés en France après 1963 sont français de naissance, bafouant la guerre d'indépendance de l'Algérie et les accords d'Evian.

6. Liberté absolue pour les mariages mixtes !

La ridicule autorisation préfectorale pour les ma-

riages entre français(e) et étranger(e) - renforcée par des circulaires récentes - doit être supprimée.

7. Liberté complète d'association et d'organisation !

Le gouvernement, ces dernières années, a dissout plusieurs organisations de camarades étrangers. Il multiplie les surveillances policières et les menaces. C'est insupportable. Le droit des étrangers à s'associer, à s'organiser, comme ils l'entendent, soit par nationalité, soit autrement, le droit à participer à la lutte des classes et à la politique doit être absolu. Les lois et décrets réactionnaires interdisant ou limitant ce droit doivent être abrogés. En particulier, le décret-loi d'Avril 1939, qui à l'époque visait les organisations révolutionnaires.

8. Pour les étudiants : non aux contrôles discriminatoires fondés sur l'argent et les enquêtes de police !

La triste «circulaire Bonnet» veut installer un double quadrillage policier des étudiants : par leurs gouvernements - souvent des fantoches de l'impérialisme français - et par le gouvernement français. Cette circulaire doit être supprimée !

9. Non à la fermeture des frontières !

Certains chauvins voient le «remède» dans l'interdiction totale de toute immigration, et dans le bouclage des frontières. Nous sommes résolument contre cette mesure de basse police contre les étrangers chassés de leur pays par la misère impérialiste ou par les persécutions.

10. Droit de vivre et de travailler librement sur tout le territoire !

Contre les politiques municipales de «seuils de tolérance» ; contre les contrôles départementaux par les préfets.

11. Droit à la santé pour tous les immigrés !

Droit à l'avortement et à tous les soins médicaux et hospitaliers, sans contrôle policier, pour tous, y compris les sans-papiers et leurs familles.

La bataille prolongée, générale et cas par cas, sur ces points, est à notre avis le terrain de mobilisation populaire large et efficace pour briser les lois Bonnet-Stoléro.

L'ACTION POUR L'UNITÉ FRANÇAIS-IMMIGRÉS

1. Soutien total à la lutte des foyers et à la plateforme du Comité de Coordination. Il n'y a pas de semaine actuellement sans descente de police, expulsions, fermetures de foyers. Les saisies de salaire sont exorbitantes. Il faut se regrouper, venir en masse contre les descentes de police, soutenir par tous les moyens la résistance des foyers. C'est la grande circonstance démocratique du moment, celle dont l'issue nous engage tous. Il faut répondre aux appels du Comité de Coordination, des Comités de Résidents, pour obtenir l'ouverture de négociations avec la Sonacotra : le regroupement, la présence de masse (en particulier des français) sont efficaces pour bloquer l'assaut du gouvernement. C'est la forme pratique immédiate de l'unité français-immigrés.

2. Il faut faire cesser les rafles et contrôles de police dirigés contre les immigrés dans les rues, les foyers, les métros, etc... Le racisme de la police est la forme quotidienne du racisme d'État. Il faut le combattre quotidiennement.

Il faut, de façon persévérante, constituer une force français-immigrés pour bloquer et interdire les contrôles, les rafles, les vexations et humiliations policières de toutes sortes.

3. Les meurtres et tortures racistes, les incendies criminels de foyers et d'hôtels, sont les formes principales du fascisme civil aujourd'hui. Riposter dans tous les cas sans exception est un devoir absolu. Il faut se regrouper, faire un rassemblement populaire, organiser la vigilance, faire de cette question un enjeu pratique majeur de la lutte anti-fasciste.

4. Dans les usines, l'unité français-immigrés est souvent la clef de la résistance ouvrière efficace. Contre les démantèlements, licenciements, mutations, la solidarité de classe sur des bases indépendantes des partis bourgeois est la voie de l'avenir. S'engager dans la bataille pour les droits des immigrés est un moyen militant de l'unité ouvrière et de la résistance aux attaques des capitalistes, de l'État, et de tous leurs complices.

LES MAOISTES DE L'UCFML, DES CPAC,
DU GROUPE Foudre
LES PERMANENCES ANTI-EXPULSIONS (PAE)

Pour tous contacts, écrire : Le M.L. - B.P. 278
75827 - Paris - Cédex 17

CHARTRE DES DROITS DES IMMIGRES, POUR LA BATAILLE CONTRE LES LOIS BONNET-STOLÉRU

1

Il faut empêcher le vote des lois racistes Bonnet-Stoléru contre les travailleurs immigrés. Si ces lois sont votées, il faut empêcher leur application.

Il y a aujourd'hui de grandes attaques contre les ouvriers, contre le peuple. Le gouvernement de brigands Giscard-Barre (voyez les diamants, Boulin et tout le reste), face à la crise du capitalisme, veut réduire à merci tout le peuple travailleur. Licenciements, chômage, dévastation de régions entières, vidage d'usines et de foyers occupés par les flics, arrestations, procès, meurtres suspects, expulsions, extraditions : voilà la méthode, tous les jours, de ces gens acharnés à défendre les profits, et à tenir leur place dans la féroce concurrence entre tous les pays impérialistes.

Attaquer les immigrés est très important pour les bourgeois en place.

- Cela divise la classe ouvrière. On porte des coups particuliers sur les uns (les immigrés, ou les femmes, ou les jeunes...), puis sur les autres, en espérant que chacun se défendra comme il peut dans son coin, et laissera tomber le voisin.

- C'est un exemple à faire contre une fraction de la classe ouvrière qui a mené depuis des années de grandes luttes indépendantes (sur les papiers, dans les ateliers d'OS, et dans les foyers).

- Cela crée des gens avec encore moins de droits que les autres, exploitables à merci et qu'on peut expulser quand on veut.

- C'est la logique du bouc émissaire : tout le monde subit la crise, mais on peut dire mensongèrement : c'est la faute aux arabes, aux étrangers, au pétrole, aux allemands etc... Comme cela, ce n'est jamais la faute au capitalisme et à sa société de pillage et d'exploitation...

- Sur cette base, on développe le chauvinisme et le racisme. On a alors une idéologie de la crise. On cache les bourgeois et leur système, seuls coupables des misères du peuple. On met en avant des ouvriers, des gens du peuple, des révolutionnaires d'autres pays, pour tromper, diviser, affaiblir.

Face à Giscard Barre, il faut faire des rassemblements et des manifestations pour dire :

- Français-Immigrés, droits démocratiques pour tous !
- Français-Immigrés, égalité des droits !
- Français-Immigrés, droit au travail pour tous !

2

L'attaque du gouvernement a deux volets.

1. Briser la résistance des immigrés. C'est la grande lutte des résidents des foyers qui est la cible. Ils sont en grève des loyers depuis cinq ans contre les loyers chers, contre le sys-

tème des foyers-prisons et les gérants racistes, pour l'égalité des droits. Le mouvement a une direction qu'il a choisie, totalement indépendante des partis bourgeois, qu'ils soient de droite ou de «gauche» : le Comité de Coordination, qui veut des négociations sur une plateforme claire et nette.

Cette lutte est aujourd'hui attaquée violemment. Expulsions de foyers entiers (Garges, Nanterre), expulsions, par centaines, de résidents grévistes, saisies-arrests sur salaire etc...

Le gouvernement veut briser la résistance pour déblayer le terrain des lois racistes. La solidarité avec cette résistance est essentielle.

- Répondons à tous les appels face aux flics, à la Sonacotra et à tous leurs complices, des comités de résidents et du Comité de Coordination !

- Soutenons les négociations sur la base du Comité de Coordination !

2. Les lois racistes. Elles sont discutées au parlement depuis l'été.

- La loi Bonnet organise la rafle des étrangers «illégaux». Elle prévoit des camps spéciaux pour les interner avant l'expulsion. Elle vise à boucler les frontières.

- La loi Stoléru fait une seule carte (travail-séjour) renouvelable tous les trois ans. Le renouvellement sera soumis à l'arbitraire complet des préfets. On divise les immigrés : une petite minorité «privilegiée» à laquelle on veut en fait coller la nationalité française ; une majorité qu'on peut expulser au moindre prétexte.

- La loi d'Ornano prévoit le maintien rigoureux du système des foyers-prisons, avec gérant flic, et loyer cher fixé partout par la loi, avec destruction du système démocratique créé par la lutte, des comités de résidents et du comité de coordination.

Ces lois sont abjectes. Il faut les interdire.

3

Il s'agit de faire notre plateforme de mobilisation pour casser les lois Bonnet-Stoléru.

Pour atteindre ce but, il convient de partir de la situation réelle des ouvriers immigrés, et aussi des étudiants étrangers.

S'il y a une lutte anti-raciste à mener, c'est qu'il y a du racisme. S'il y a une lutte pour l'égalité des droits, c'est qu'il y a une inégalité des droits. S'il y a les lois Bonnet-Stoléru, c'est pour donner force de loi à une attaque quotidienne contre l'unité française immigrés.

Ceci nous amène à proposer 11 points pour la mobilisation.